

# RAPPORT ANNUEL SUR L'EFFICACITÉ DU DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE 2024





## Qu'est-ce que le Rapport Annuel sur l'Efficacité du Développement du Commerce (ATDER) ?

Guidé par le Cadre d'Évaluation de l'Impact sur le Développement du Commerce (TDIA) de la Banque, l'ATDER évalue l'impact des interventions d'Afreximbank sur le commerce et le développement africains.

## Rapport 2024

Ce rapport présente les résultats de l'Évaluation TDIA de la Banque dans un contexte d'incertitudes géopolitiques et économiques mondiales accrues, sur la base des interventions menées en 2024.

## En savoir plus

[www.afreximbank.com](http://www.afreximbank.com)





✕ @afreximbank in African Export-Import Bank

© Copyright Afreximbank, Le Caire 2025.

Tous droits réservés. La reproduction ou la transmission de tout ou partie de la présente publication sous toute forme ou par tout moyen, électronique, mécanique, par photocopie, enregistrement ou autre, ou le stockage sur un système de récupération de quelque nature que ce soit, sont interdits sans une autorisation préalable écrite obtenue auprès de la Banque Africaine d'Import-Export.

ISBN 978-92-95097-67-4

SIÈGE SOCIAL  
Banque Africaine d'Import-Export 72(B)  
El-Maahad El-Eshteraky Street  
Heliopolis, Le Caire 11341, Égypte  
P O Box 613 Heliopolis  
Le Caire 11757, Égypte  
Tél. : +202 24564100/1/2/3  
E-mail : info@afreximbank.com  
Site Internet : www.afreximbank.com



# Rapport annuel sur l'efficacité du Développement du Commerce 2024

Forger l'avenir, fort d'une assise solide,  
en tirant parti de dizaines d'années de  
résilience et de solutions de financement  
du commerce innovantes pour façonner  
une Afrique dynamique et autonome

# Table des matières

Avant-propos	6
Impact : bilan 2024	8
Synthèse	10

## Chapitre 1 Le commerce intra-africain 22

<b>Le commerce intra-africain à l'ère de la ZLECAf Contribution de la Banque à la stimulation du commerce intra-africain et à la mise en œuvre de la ZLECAf</b>	<b>25</b>
Fonds d'ajustement de la ZLECAf pour des ajustements en douceur	25
Réduire la composante en devises étrangères du commerce intra-africain : le PAPSS	25
Réduire les coûts et le temps de transport : l'AACTGS	25
Harmoniser les normes	26
Renforcer l'accès à l'information sur le commerce et l'investissement	26
Connecter les industries africaines aux marchés	26
Tirer parti de la facilitation du commerce intra-africain	27
Transformer le commerce intra-africain par l'innovation	29

## Chapitre 2 Industrialisation et développement des exportations 31

<b>Progrès accomplis dans l'instauration de secteurs et dans l'accroissement de la diversification des exportations en Afrique Contribution de la Banque au développement industriel</b>	<b>32</b>
Promouvoir les chaînes de valeur de l'agro-transformation en Afrique	35
Faciliter l'accès aux infrastructures liées au commerce	35
Soutenir le développement des petites et moyennes entreprises	41
Un fonds pour le développement des exportations en Afrique	43

## Chapitre 3 Financement du commerce 44

<b>Financement du commerce en Afrique : évoluer dans un contexte difficile à l'ère de la ZLECAf</b>	<b>46</b>
<b>Contribution de la Banque à la réduction du déficit de financement du commerce en Afrique</b>	<b>46</b>

## Chapitre 4 Améliorer l'impact de la Banque sur le développement du commerce 51

# Liste des abréviations et acronymes

<b>AACB</b>	Association des banques centrales africaines
<b>ACTGS</b>	Programme Collaboratif Africain de Garantie de Transit
<b>ACTIF</b>	Forum Afrique-Caraïbes sur le Commerce et l'Investissement
<b>ZLECAf Z</b>	Zone de Libre-Échange Continentale Africaine
<b>AfPAY</b>	Programme de services de paiement d'Afreximbank
<b>AFTRAF</b>	Programme de facilitation du commerce d'Afreximbank
<b>AMCE</b>	Centre médical d'excellence africain
<b>ARSO</b>	Organisation régionale africaine de normalisation
<b>ATG</b>	Portail du Commerce Africain
<b>UA</b>	Union Africaine
<b>AQAC</b>	Centres africains d'assurance qualité
<b>CANEX</b>	Programme Afrique Créative
<b>ESG</b>	Environnement, Social et Gouvernance
<b>EPC</b>	Ingénierie, approvisionnement et construction (IAC)
<b>GAFI</b>	Groupe d'Action Financière
<b>FCI</b>	Factors Chain International
<b>FEDA</b>	Fonds pour le développement des exportations en Afrique
<b>PIB</b>	Produit intérieur brut
<b>GLEIF</b>	Global Legal Identification Foundation
<b>GTI</b>	Initiative de commerce guidé
<b>IATF</b>	Salon du commerce intra-africain
<b>PMA</b>	Pays les moins avancés
<b>PAPSS</b>	Système de Paiement et de Règlement Panafricain
<b>PIMS</b>	Système de gestion des informations confidentielles
<b>ZES</b>	Zone économique spéciale
<b>CTS</b>	Comité Technique Spécialisé
<b>PME</b>	Petites et moyennes entreprises
<b>TDIA</b>	Évaluation de l'impact sur le développement du commerce
<b>UNECA</b>	Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique

# Introduction

**Le Rapport annuel sur l'Efficacité du Développement du Commerce (ATDER) de cette année met en évidence l'impact du Groupe Banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank) et ses progrès dans la promotion du commerce et du développement en Afrique. Malgré la multiplication des difficultés géopolitiques et économiques à l'échelle mondiale, la Banque a réalisé des progrès notables dans la mise en œuvre de son sixième Plan stratégique (2022-2026).**

Dans un contexte d'évolution des dynamiques mondiales et d'intensification des incertitudes économiques, l'Afrique renforce sa coopération régionale et son intégration économique afin d'accroître sa résilience et de réduire ses rapports de dépendance externes. En octobre 2022, la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf) a lancé l'Initiative de Commerce Guidé. En 2024, 39 pays ont commencé à commercer dans le cadre de cette initiative, ce qui témoigne de la confiance croissante dans cet accord commercial à visée transformatrice et d'un engagement commun à développer le commerce intra-africain. La ZLECAf est bien placée pour favoriser la transformation économique de l'Afrique en augmentant les recettes de 450 milliards USD d'ici 2035, en réduisant de 40 millions le nombre de personnes en proie à l'extrême pauvreté et en amplifiant l'impact stratégique de la Banque.

Les initiatives en faveur de la ZLECAf prises par Afreximbank, en collaboration avec le Secrétariat de la ZLECAf et la Commission de l'Union Africaine,

contribuent à faciliter les échanges commerciaux. Le Système de Paiement et de Règlement Panafricain, une infrastructure de paiement et de règlement centralisée dédiée au commerce et aux paiements commerciaux intra-africains, œuvre actuellement à la maîtrise par le continent de ses échanges commerciaux dans le cadre de la ZLECAf. Le Fonds d'ajustement de la ZLECAf aide les pays africains et le secteur privé à s'adapter au nouvel environnement commercial. Le Système de Garantie de Transit de la ZLECAf permet d'améliorer l'efficacité en favorisant une circulation fluide des marchandises entre les régions africaines dans le cadre d'une garantie de transit unique. Le Salon du Commerce Intra-Africain est devenu une plateforme clé pour concrétiser la vision de la ZLECAf. Le Système de commerce Africa Trade Exchange a dépassé son rôle d'agrégateur de la demande de l'Afrique visant à renforcer la capacité du marché à faire face à la crise ukrainienne pour évoluer vers un marché numérique transparent qui relie les acheteurs et les vendeurs de toute l'Afrique. Enfin, le Programme Diaspora prévoit de créer des usines panafricaines en tirant parti des ressources de la diaspora.

Réaliser le plein potentiel de la ZLECAf pour un avenir prospère passe par l'établissement de partenariats stratégiques et des investissements dans des infrastructures industrielles et commerciales afin de réduire les coûts de production, d'améliorer la logistique, de rationaliser les processus frontaliers, de dynamiser le secteur des exportations et de mettre en place des industries

créatives dynamiques qui renforcent l'autonomie des petites et moyennes entreprises (PME) et créent des emplois pour 420 millions de jeunes Africains. Conformément à son engagement à développer le commerce intra-africain et à promouvoir l'industrialisation à long terme et le développement des exportations, Afreximbank a déployé avec succès 174 investissements en Afrique en 2024 pour un total de 18,7 milliards USD, a fourni 2,8 milliards USD de garanties et de lettres de crédit, et a attiré 5,7 milliards USD de flux financiers.

Dans un contexte d'incertitudes économiques mondiales persistantes et de ressources de développement limitées, le cadre d'évaluation de l'impact sur le développement du commerce d'Afreximbank aide la Banque à utiliser ses ressources plus efficacement et à mieux suivre les résultats pour un impact plus important.

Je suis convaincu que le présent rapport aidera les États membres, les partenaires et les autres parties prenantes à mieux comprendre la contribution de la Banque à la transformation économique de l'Afrique.

**Professeur Benedict Oramah**  
Président d'Afreximbank et Président du Conseil d'Administration Banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank)

**Afreximbank a déployé avec succès 174 investissements en Afrique en 2024, pour un montant total de 18,7 milliards USD**



# Impact : bilan 2024

## 18,7 milliards USD décaissés

La Banque a déployé avec succès 174 investissements financiers en Afrique, représentant un total de 18,7 milliards USD.

## 8.7 milliards USD Contribution au commerce intra-africain

La Banque a contribué à hauteur d'environ 8,7 milliards USD (4,7 pour cent) au commerce intra-africain total.

## 1 milliard USD au titre de contrats facilités pour des entités africaines

La Banque a aidé les exportateurs africains d'équipements d'infrastructure lourds à remporter des contrats de construction d'une valeur de plus de 1 milliard USD sur le continent.

## 296 241 PME africaines rattachées au marché

Les interventions de la Banque ont permis de mettre en relation 296 241 exploitants agricoles et PME africains avec les marchés.

## 533 banques africaines intégrées

La Banque a intégré au total 533 banques africaines et accordé des lignes de confirmation de lettres de crédit à 256 banques dans 49 États membres.

## 5,7 milliards USD d'augmentation des flux financiers internationaux en provenance de l'extérieur et de l'intérieur de l'Afrique

La Banque a attiré plus de 5,7 milliards USD de sources africaines et non africaines par le biais de son Programme de Syndications.

## 1,6 milliard USD de contribution aux exportations de produits manufacturés

La Banque a contribué à hauteur d'environ 1,6 milliard USD (1,4 pour cent) des exportations totales de biens manufacturés de l'Afrique.

## 321 entités africaines ont accès aux services de paiement

La Banque a intégré au total 203 banques africaines et 134 entreprises dans le cadre de son programme de services de paiement, ce qui a bénéficié à plus de 321 sous-clients dans 46 États membres.

## 111 lignes de financement du commerce accordées

La Banque a accordé 111 lignes de financement du commerce à 27 pays d'Afrique, ce qui a donné lieu à 127 060 sous-prêts à des PME, qui ont principalement bénéficié aux femmes et aux jeunes.

## 157 714 emplois directs créés

Un total de 157 714 emplois directs créés en Afrique.

## 8,5 millions de personnes ont bénéficié

Des projets d'investissement d'Afreximbank en Afrique.

# Impact 2024 dans les sous-régions

## Afrique de l'Ouest

- ✓ 6,9 milliards USD décaissés
- ✓ 71 investissements réalisés
- ✓ Hausse de 4,1 milliards USD de la valeur des échanges commerciaux intra-africains facilités
- ✓ Hausse de 913 millions USD des exportations de biens manufacturés facilités
- ✓ 42 819 PME ont eu accès à des financements commerciaux
- ✓ 74 913 emplois directs créés



## Afrique du Nord

- ✓ 7,6 milliards USD décaissés
- ✓ 23 investissements réalisés
- ✓ Hausse de 1,6 milliard USD de la valeur des échanges commerciaux intra-africains facilités
- ✓ 65 055 PME ont eu accès à des financements commerciaux
- ✓ 31 779 emplois directs créés

## Afrique centrale

- ✓ 457 millions USD décaissés
- ✓ 12 investissements réalisés
- ✓ Hausse de 104 millions USD de la valeur des échanges commerciaux intra-africains facilités
- ✓ 2 287 PME ont eu accès à des financements commerciaux
- ✓ 1 893 emplois directs créés

## Afrique australe

- ✓ 1,8 milliard USD décaissé
- ✓ 37 investissements réalisés
- ✓ Hausse de 1,6 million USD de la valeur des échanges commerciaux intra-africains facilités
- ✓ Hausse de 124 millions USD des exportations de biens manufacturés facilités
- ✓ 3 558 PME ont eu accès à des financements commerciaux
- ✓ 14 352 emplois directs créés

## Afrique de l'Est

- ✓ 1,9 milliard USD décaissé
- ✓ 31 investissements réalisés
- ✓ Hausse de 1,3 milliard USD de la valeur des échanges commerciaux intra-africains facilités
- ✓ Hausse de 536 millions USD des exportations de biens manufacturés facilités
- ✓ 13 341 PME ont eu accès à des financements commerciaux
- ✓ 34 777 emplois directs créés

# Synthèse

**En 2024, 39 pays avaient commencé à commercer dans le cadre de l'Initiative de commerce guidé de la ZLECAf, ce qui témoigne de la confiance croissante dans cet accord commercial à visée transformationnelle**

**2024 a marqué la mi-parcours du sixième plan stratégique (2022-2026) de la Banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank). En dépit d'incertitudes géopolitiques et économiques croissantes à l'échelle mondiale, des progrès significatifs ont été réalisés dans la mise en place des piliers stratégiques de la Banque.**

En 2024, Afreximbank a commencé à mettre en œuvre la deuxième moitié de son sixième plan stratégique, IMPACT 2026 : étendre les frontières. Malgré la multiplication des problèmes géopolitiques et économiques ces trois dernières années, la Banque est restée centrée sur la poursuite de ses priorités stratégiques. Le Rapport annuel sur l'Efficacité du Développement du Commerce (ATDER) de cette année met en évidence la contribution de la Banque au commerce et au développement de l'Afrique dans le cadre de trois de ses principaux piliers stratégiques : commerce intra-africain et mise en œuvre de la ZLECAf ; industrialisation et développement des exportations ; leadership en matière d'activités bancaires liées au commerce mondial en Afrique. L'ATDER souligne également l'impact de la Banque dans les cinq sous-régions d'Afrique.

Dans le contexte en constante évolution du commerce intra-africain, des progrès significatifs ont été réalisés dans la création d'un continent plus intégré, accélérés par la mise en œuvre de l'Accord portant création de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf). Dans un contexte d'évolution des dynamiques mondiales, l'Afrique se recentre de plus en plus sur son territoire, renforçant la coopération régionale, l'intégration économique et le commerce intra-africain afin de renforcer sa résilience et de réduire sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur. En 2024, 39 pays ont commencé à commercer dans le cadre de l'Initiative de Commerce Guidé de la ZLECAf, ce qui témoigne de la

confiance croissante dans cet accord commercial à visée transformationnelle et d'un engagement commun à développer le commerce intra-africain.

L'exploitation des complémentarités régionales offre de nouveaux avantages concurrentiels aux pays africains. L'intégration des marchés fournit la masse critique de consommateurs, de compétences, de fournisseurs et d'autres ressources nécessaires au développement et au renforcement de secteurs à forte intensité de connaissances, tels que les chaînes de valeur automobiles et pharmaceutiques. La combinaison des ressources naturelles clés dont disposent les pays africains est une source d'avantages concurrentiels uniques dans des activités à forte valeur ajoutée, telles que la production de batteries. Les petites économies ont accès à des marchés plus vastes. Les capacités de production locales s'étoffent en conséquence car il leur est possible d'attirer de nouveaux investissements et de gagner ainsi en efficacité grâce à leur spécialisation.

Les initiatives propices à la ZLECAf prises par Afreximbank, en collaboration avec le Secrétariat de la ZLECAf et la Commission de l'Union Africaine, facilitent les échanges commerciaux dans le cadre de l'accord. La Banque intensifie également ses investissements stratégiques dans les infrastructures industrielles et les infrastructures ayant vocation à faciliter le commerce afin de réduire les coûts de production et de dynamiser le secteur des exportations, d'améliorer la logistique, de rationaliser les processus frontaliers et de développer des industries créatives dynamiques qui renforcent l'autonomie des petites et moyennes entreprises (PME).

Grâce à un engagement soutenu et à une collaboration stratégique, la ZLECAf a le potentiel d'accélérer la transformation économique de l'Afrique, augmentant les recettes de 450 milliards USD à l'horizon 2035, réduisant de 40 millions le nombre



## Encadré 1 – Contributions d'Afreximbank aux objectifs de développement durable

Dans tous les secteurs et toutes les régions, Afreximbank cherche à promouvoir :

- La création d'emplois et la croissance économique
- Une prospérité partagée
- L'éradication de la pauvreté
- L'égalité des sexes
- Un développement environnemental et social durable
- L'adaptation au changement climatique
- Les partenariats avec des investisseurs privés



Promouvoir le commerce intra-africain, l'industrialisation et le développement des exportations et faciliter l'accès au financement du commerce (pour les secteurs stratégiques)

- Infrastructures ayant vocation à faciliter le commerce
- Industrie manufacturière
- Énergie
- Agriculture
- Services financiers
- Santé
- Services échangeables
- Industries créatives

de personnes en proie à l'extrême pauvreté et produisant un impact plus fort.

Le chapitre 1 du présent rapport se concentre sur les avancées de l'intégration commerciale en Afrique et les obstacles auxquels elle se heurte dans le cadre de la mise en œuvre de la ZLECAf, ainsi que sur la contribution de la Banque à la stimulation du commerce intra-africain. Le chapitre 2 apprécie les progrès réalisés dans la constitution d'industries et le développement des exportations à valeur ajoutée, et évalue également la contribution de la Banque à l'industrialisation et au développement des exportations. Le chapitre 3 traite des problèmes et des opportunités du secteur du financement du commerce en Afrique

et souligne le rôle de la Banque dans la réduction du déficit de financement du commerce sur le continent. Le chapitre 4 conclut le rapport sur un résumé des progrès réalisés pour améliorer l'impact de la Banque sur le développement du commerce en Afrique.

### Points Clés en Matière d'Impact

Il ressort du rapport ATDER de cette année que les activités de la Banque ont généré des résultats significatifs malgré les difficultés rencontrées en 2024. À mi-parcours de son sixième plan stratégique, la Banque a de grandes réalisations à son actif. En 2024, elle a déployé avec succès 174 investissements financiers sur l'ensemble du continent, pour une valeur totale de 18,7 milliards USD, fourni

pour 2,8 milliards USD de garanties et de lettres de crédit, et attiré 5,7 milliards USD de flux financiers.

Ces investissements ont stimulé le commerce intra-africain à hauteur de 8,7 milliards USD, soit 4,7 % du commerce intra-africain total et 1,6 milliard USD (ou 1,4 %) du total des exportations de produits manufacturés de l'Afrique, créant 157 714 emplois directs supplémentaires et bénéficiant à plus de 8,5 millions d'Africains par le biais de projets d'investissement, approchant 296 241 exploitants agricoles et PME africains des marchés locaux et permettant à 127 060 PME d'avoir accès à des financements commerciaux. Au final, ces investissements ont contribué

**En 2024, la Plateforme d'échanges commerciaux en Afrique (ATEX) a facilité des échanges commerciaux dans huit pays à hauteur de 142 millions USD, en apportant son soutien à 11 exportateurs et importateurs africains d'engrais, de denrées alimentaires, de pétrole et de gaz**

à la réalisation de onze objectifs de développement durable en Afrique (encadré 1).

À travers les sept nouveaux projets jugés notables décaissés en 2024, la Banque a montré qu'elle avait pris en compte la nécessité de déployer des projets efficaces pour relever les défis les plus urgents en matière d'infrastructures propices au commerce en Afrique. Deux de ces projets concernent l'Afrique de l'Est, quatre autres l'Afrique de l'Ouest et un l'Afrique centrale.

La Banque a également mené à terme onze projets existants dans les secteurs de l'industrie manufacturière, de l'énergie, de l'électricité, des transports et de la santé en Afrique. Elle a assuré la bancabilité d'un autre projet dans le secteur de l'énergie en Afrique de l'Ouest grâce à son Crédit de Préparation de Projets.

**Commerce Intra-Africain**

En 2024, 39 pays ont commencé à commercer dans le cadre de l'Initiative de Commerce Guidé de la ZLECAf, ce qui témoigne de la confiance croissante dans cet accord commercial à visée transformationnelle et d'un engagement commun à doper le commerce intra-africain. Les initiatives propices à la ZLECAf prises par Afreximbank, en collaboration avec le Secrétariat de la ZLECAf et la Commission de l'Union Africaine, facilitent les échanges commerciaux dans le cadre de l'accord, favorisant l'intégration et le développement économiques du continent.

Le Système de Paiement et de Règlement Panafricain (PAPSS), infrastructure centralisée dédiée aux paiements commerciaux intra-africains, œuvre actuellement à la maîtrise par le continent de ses transactions dans le cadre de la ZLECAf. Le Fonds d'ajustement de la ZLECAf aide les pays et le secteur privé à s'adapter au nouveau paysage

commercial, tandis que le Régime de garantie de transit de la ZLECAf améliore l'efficacité en permettant la circulation fluide des marchandises à travers 110 frontières dans le cadre d'une garantie de transit unique.

En 2024, la Banque a approuvé une facilité de cautionnement/un mécanisme de garantie, couvrant toutes les obligations liées aux conteneurs, et notamment les dommages et les pertes totales. Les utilisateurs n'ont donc plus besoin de verser aux compagnies maritimes des dépôts initiaux, généralement compris entre 4 000 et 5 000 USD par conteneur.

Sur un marché de 55 pays, il est essentiel d'harmoniser les normes et les évaluations de conformité si l'on souhaite stimuler le commerce intra-régional. La Banque accorde des subventions à l'Organisation régionale africaine de normalisation (ARSO) afin d'harmoniser les normes dans les secteurs clés. À ce jour, 385 normes pharmaceutiques ont été harmonisées, dont 139 pour la seule année 2024. Dans l'univers de la mode, du textile et de la maroquinerie, l'ARSO a harmonisé 60 normes au cours de l'année, et s'emploie à faire de même dans le domaine de la gastronomie et de la restauration. La Banque met également en place des centres africains d'assurance qualité (AQAC) pour améliorer les tests, l'inspection et la certification sur l'ensemble du continent. Le premier AQAC est opérationnel, et d'autres centres sont en cours de création au Bénin, au Gabon, au Tchad et dans d'autres pays.

Le Salon du commerce intra-africain est devenu une plateforme essentielle pour concrétiser la vision de la ZLECAf. Créé par Afreximbank en collaboration avec la Commission de l'Union Africaine et le Secrétariat de la ZLECAf, cet événement qui a lieu tous les deux ans favorise l'intégration commerciale et économique





## La Banque apporte également un soutien technique et financier à la préparation et au développement en vue de la modernisation et de l'expansion d'un chantier naval dans la zone franche pétrolière et gazière d'Onne, au Nigeria

sur l'ensemble du continent. La dernière édition, qui s'est tenue au Caire en novembre 2023, a permis de réaliser pour 43,77 milliards USD d'opérations commerciales et a attiré plus de 28 000 visiteurs. La quatrième édition est prévue à Alger en septembre 2025.

Le portail du commerce africain (Africa Trade Gateway ou ATG), l'écosystème numérique de la Banque, soutient le commerce dans le cadre de la ZLECAf par le biais de cinq plateformes numériques intégrées : PAPSS, MANSA, TRADAR Intelligence, TRADAR Regulations et Africa Trade Exchange (ATEX). Le Système de commerce Africa Trade Exchange a dépassé son rôle d'agrégateur de la demande de l'Afrique visant à renforcer la capacité du marché à faire face à la guerre en Ukraine pour évoluer vers un marché numérique transparent qui relie les acheteurs et les vendeurs de toute l'Afrique. En 2024, l'ATEX a facilité le commerce dans huit pays à hauteur de 142 millions USD, soutenant onze exportateurs et importateurs africains d'engrais, de nourriture, de pétrole et de gaz, tout en réduisant les coûts des transactions transfrontalières et en générant 7 millions USD d'économies.

Par le biais de sa stratégie axée sur la diaspora, la Banque renforce les liens commerciaux et d'investissement entre l'Afrique et les Caraïbes. En juin 2024, elle a accueilli le Forum Afrique-Caraïbes sur le Commerce et l'Investissement (ACTIF), attirant plus de 3 682 représentants et générant 4 milliards USD d'opérations commerciales et d'investissement.

Répondre aux contraintes du commerce intra-africain implique de faciliter le commerce et de mettre en place une logistique efficace. La Banque investit dans la construction de chemins de fer, de réseaux routiers transfrontaliers, dans

la modernisation des ports, dans des entrepôts et dans la rationalisation des processus logistiques afin de favoriser la mutation économique de l'Afrique. Grâce au soutien d'Afreximbank, le poste-frontière de Beitbridge au Zimbabwe a été modernisé et sa capacité augmentée de 30 % par rapport à ce qu'elle était avant sa remise à niveau, ce qui a permis de réduire sensiblement le temps d'attente moyen des camions commerciaux, qui est passé de 35 à 39 heures à seulement 5 heures. Cette opération de revalorisation a permis de réduire les coûts à hauteur de 567 à 671 USD environ par camion et par trajet.

De même, le projet ferroviaire de Dar es Salaam, qui s'étend sur 1 596 kilomètres en phase 1 et 1 685 kilomètres en phase 2, a sensiblement progressé, les lots 1 et 2 (722 kilomètres) étant désormais achevés. 65 voitures de voyageurs et 17 locomotives électriques ont été livrées dans le cadre du projet. En août 2024, les trains avaient effectué 548 trajets entre Dar es Salaam, Morogoro et Dodoma et transporté 393 910 passagers. À ce jour, le projet a créé 21 586 emplois directs et 80 000 emplois indirects. Une fois terminé, le chemin de fer reliera les ports de Dar es Salaam aux pays voisins enclavés (Burundi, République démocratique du Congo, Malawi, Ouganda et Zambie), favorisant ainsi le commerce régional et l'intégration économique dans toute l'Afrique de l'Est.

La Banque soutient également la construction de la ligne de chemin de fer Lobito-Luau, une ligne à voie étroite qui relie la ville portuaire angolaise de Lobito à Dar es Salaam en Tanzanie en traversant la région de Copperbelt en Zambie et la République démocratique du Congo. Dans le cadre de ce projet, des investissements sont également réalisés pour construire une route de 45 kilomètres qui relie la capitale du Liberia à son seul aéroport international, l'aéroport international Roberts, et à la partie

## La Banque investit depuis 2021 dans une importante entreprise d'agrotransformation en Tanzanie, ce qui a facilité la production de 924 104 mètres de fils et de tissus grèges, 47 tonnes métriques d'étoffe et 64 313 vêtements



sud-ouest du pays, qui abrite ses deux principales plantations d'hévéas. Une fois achevée, la route devrait faciliter le transport transfrontalier de plus de 350 000 tonnes de marchandises par an et créer 700 emplois directs.

Conformément à la vision de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) centrée sur un système ferroviaire interconnecté, la Banque, par l'intermédiaire de sa Facilité de Préparation de Projets, apporte un soutien technique et financier à la préparation et au développement de la modernisation des chemins de fer au Ghana. Le projet vise à permettre de transporter plus efficacement 20 millions de tonnes métriques de bauxite et de manganèse par an, ainsi que 3 millions de tonnes métriques de minerai de fer, de clinker et de produits agricoles. Il devrait doper les exportations d'environ 950 millions USD par an.

Dans le même esprit, la Banque apporte également un soutien technique et financier aux préparatifs en vue de la modernisation et de l'expansion d'un chantier naval dans la zone franche pétrolière et gazière d'Onne, au Nigeria. Une fois terminé, le projet augmentera la capacité de levage des grues en cale sèche de 500 à 9 000 tonnes métriques, augmentera la longueur de l'atelier de réparation navale de 76 mètres et renforcera la capacité de manutention d'un à dix navires. Il devrait générer environ 2 000 emplois directs en phase de construction et 3 000 emplois directs et indirects une fois en phase d'exploitation.

La Banque a continué à œuvrer pour encourager les investissements intra-africains, ceux-ci favorisant généralement le commerce et la création de chaînes de valeur régionales. En 2024, la Banque a accordé pour plus d'un milliard USD

de facilités de crédit à des entreprises africaines de premier plan, afin de les aider à concurrencer efficacement les acteurs mondiaux sur les marchés africains. Ces facilités leur ont permis de remporter des contrats en Afrique et dans les Caraïbes, notamment aux Comores, au Nigeria, au Gabon, en Guyane et au Mozambique. Ces contrats vont des infrastructures commerciales au soutien à l'acquisition de banques africaines par des banques continentales de premier plan.

### Industrialisation Et Développement Des Exportations

En plus d'augmenter le volume du commerce intra-africain, la ZLECAf promeut également la diversification économique en Afrique. Ces vingt-cinq dernières années, la valeur ajoutée manufacturière de l'Afrique a plus que doublé, passant de 145 milliards USD à 314 milliards USD. Vingt-huit pays africains ont connu une croissance de la valeur ajoutée manufacturière supérieure à la moyenne mondiale de 6,1 % entre 2000 et 2023. Des tendances positives favorables à une plus grande intégration régionale des chaînes de valeur industrielles, ainsi qu'un investissement intra-africain plus important ont aussi été observés.

Dans le secteur de la santé, la Banque réalise d'importants investissements dans des établissements médicaux de premier ordre en Afrique afin d'améliorer l'accès à des soins de santé de qualité, de réduire les coûts élevés du tourisme médical et de remédier aux inégalités en matière de santé. Le Centre Médical Africain d'Excellence d'Abuja (Nigeria), développé conjointement avec le Kings College Hospital de Londres, est maintenant achevé à 80 % et sa mise en service est prévue pour 2025. Cet établissement qui offrira des soins extrêmement pointus sera spécialisé en oncologie, hématologie, cardiologie et soins généraux. Des discussions sont en

### La ZES du Gabon a notamment généré 8 000 emplois directs et 12 000 emplois indirects et attiré plus de 1,6 milliard USD d'investissements directs étrangers

cours pour mettre en place des centres d'excellences similaires au Cameroun (Afrique centrale), en Tanzanie (Afrique de l'Est) et dans d'autres régions. La Banque soutient également le développement d'un hôpital de pointe d'une capacité de 60 lits en Gambie. La construction d'un service de neurologie de 40 lits dans un hôpital rwandais, de même que l'agrandissement et la modernisation d'un centre de réadaptation à domicile et de soins intensifs néonataux sont presque terminés.

Dans le domaine de l'agro-transformation, la Banque investit depuis 2021 dans une importante entreprise d'agrotransformation en Tanzanie, ce qui a facilité la production de 924 104 mètres de fils et de tissus grèges, 47 tonnes métriques d'étoffe et 64 313 vêtements. Cet investissement a bénéficié à 613 PME locales et créé 370 emplois directs (dont 40 % sont occupés par des femmes). En 2024, la Banque a élargi son soutien à cette entreprise pour lui permettre d'investir dans des machines de haute technologie capables de traiter les fibres de coton courtes, un enjeu majeur de la production textile locale. Cet investissement vise à réduire la dépendance aux importations de tissus et de fils. Ce soutien devrait permettre de créer 170 emplois directs supplémentaires et bénéficier à 2 424 PME locales, renforçant ainsi l'industrie du textile et de l'habillement en Afrique.

Dans le cadre de ses efforts continus pour construire un système alimentaire résilient, en 2024, la Banque a soutenu la construction et la mise en service d'une usine de transformation de noix de cajou d'une capacité de 30 000 tonnes métriques par an au sein d'une entreprise verticalement intégrée au Nigeria. Le crédit accordé vise à améliorer la capacité de transformation locale et à ajouter de la valeur aux exportations de noix de cajou brutes. Une fois achevé, le projet devrait doper les exportations à valeur ajoutée,

créer environ 450 emplois directs et indirects et bénéficier à 80 PME locales.

En Mauritanie, la Banque investit également dans la construction d'une usine de congélation, de transformation et de stockage du poisson d'une capacité de 300 tonnes par jour. Le projet devrait doper les exportations de 110 millions USD et créer 158 emplois directs, dont 34 % seront occupés par des femmes. La Banque aide par ailleurs l'un des plus grands distributeurs mauritaniens de produits alimentaires et de biens de consommation, qui dépendait auparavant des importations, à se transformer en un grand groupe intégré de production et de distribution alimentaire dans la sous-région. Ce soutien profitera à plus de 4 700 PME locales et générera 319 emplois directs (dont 40 % seront occupés par des femmes), renforçant ainsi la sécurité alimentaire et les chaînes d'approvisionnement régionales.

Pour surmonter les goulets d'étranglement dans les infrastructures, il convient de faire des zones économiques spéciales (ZES) qui fonctionnent bien des centres de production et de commerce intégrés. En partenariat avec Arise Integrated Industrial Platform, Afreximbank favorise la croissance industrielle en investissant dans ces ZES en Afrique. Les zones établies au Bénin, au Tchad, au Gabon, au Rwanda et au Togo, ainsi que les projets en cours en Côte d'Ivoire, en République démocratique du Congo, au Kenya, au Malawi, au Nigeria et en Zambie renforcent les chaînes de valeur régionales, stimulant ainsi le commerce et l'investissement intra-africains et offrant des perspectives aux petites entreprises, en particulier aux jeunes et aux femmes. La ZES du Gabon a ainsi notamment généré 8 000 emplois directs et 12 000 emplois indirects et attiré plus de 1,6 milliard USD d'investissements directs étrangers. La plateforme industrielle d'Adétikopé au Togo devrait pour sa

## CANEX a aidé 50 créateurs de mode africains représentant 12 pays à présenter leurs créations et a mis en relation des marques africaines avec des acteurs mondiaux de l'univers de la mode lors des Fashion Weeks de Paris, du Japon et de New York, ce qui leur a permis de recevoir des commandes de la France, de l'Allemagne, du Japon, des Émirats arabes unis, du Royaume-Uni et des États-Unis

part générer 8 200 emplois directs et indirects, et le Bénin devrait créer 14 000 emplois directs et indirects. Les ZES de la République démocratique du Congo et de la Zambie visent à conquérir le marché mondial des véhicules électriques, qui représente 7 700 milliards USD et devrait atteindre 46 000 milliards USD d'ici à 2050. Ces investissements renforceront le rôle de l'Afrique dans la transition énergétique mondiale.

Dans le secteur pétrolier et gazier, la raffinerie Dangote, qui est entrée en activité en 2024 avec Afreximbank comme prêteur principal, est en train de remodeler le paysage énergétique du Nigeria et de l'Afrique. La Banque avait précédemment financé la rénovation d'une raffinerie produisant 210 000 barils par jour et soutient le développement récent d'une autre raffinerie intégrée et complexe pétrochimique d'une capacité de 200 000 barils par jour au Nigeria. Elle investit également dans une raffinerie de pétrole modulaire d'une capacité de 60 000 barils par jour à Cabinda (Angola). La première phase, d'une capacité de 30 000 barils par jour, touche à sa fin et devrait s'achever en 2025. Environ 2 873 emplois ont été créés pendant la phase de construction.

Un projet de jetée pétrolière et de dépôt de stockage de 150 000 m<sup>2</sup> soutenu par Afreximbank à Djibouti devrait être mis en service en 2025. Il améliorera la desserte maritime de la zone franche de développement industriel de Djibouti et renforcera la position du pays en tant que plateforme logistique et de transbordement régionale. Ce projet devrait générer 2,2 milliards USD de recettes publiques au cours des cinq prochaines années.

Dans le secteur de l'électricité, la Banque investit dans des infrastructures énergétiques afin de permettre l'accès à une électricité abordable. Elle participe

notamment au projet de barrage sur le fleuve Rufiji en Tanzanie. Entièrement mise en œuvre par des entrepreneurs africains et financée par des banques africaines, cette centrale d'une capacité de production annuelle totale d'électricité de 2 115 gigawatts produit 6 307 MW par heure. Il s'agit du plus grand projet intra-africain de centrale EPC. La construction devrait être achevée en 2025. À ce jour, le projet a créé plus de 1 500 emplois. Il favorisera l'accès des Tanzaniens à l'électricité et aura des retombées économiques de grande ampleur dans toute l'Afrique de l'Est.

Au Nigeria, le projet de centrale intégrée d'Aba, d'une capacité de 141 MW, s'est achevé en 2024 et devrait doper l'économie locale. Il devrait réduire de 1,3 milliard USD par an les coûts liés aux coupures d'électricité supportés par les entreprises manufacturières, augmenter la production manufacturière de 707 millions USD (8,1 % du PIB de l'État), attirer 2 000 nouvelles industries, soutenir plus de 28 000 PME locales et créer 3 300 emplois directs et indirects.

Au Cameroun, la Banque soutient la construction d'un parc solaire de 200 panneaux photovoltaïques d'une capacité de 15 MW, qui contribuera à une plus grande diversification des sources d'énergie du pays. Le projet devrait augmenter la production d'énergie renouvelable de 1,04 %, créer environ 400 emplois directs pendant la phase de construction et 100 autres en phase d'exploitation, et profiter à des milliers de PME, industries et ménages.

La construction et la mise en service d'une centrale électrique solaire en Angola devraient permettre de produire 482 000 MW d'énergie propre, fournir de l'électricité aux industries, aux PME ainsi qu'aux ménages et créer plus de 800 emplois.

## La Banque, en partenariat avec FCI, a formé avec succès plus de 380 participants inscrits à divers programmes de formation en ligne

Au travers d'un crédit de préparation de projets, la Banque apporte également un soutien technique et financier à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un projet de production de 166 MW d'énergie hydroélectrique et de 46 MW d'énergie solaire en République démocratique du Congo. Ce projet réduira le coût additionnel de l'électricité de 23 %, ce qui rendra le secteur minier du pays beaucoup plus compétitif et permettra d'attirer 420 millions USD d'investissements et de créer 2 000 emplois directs et indirects.

Les jeunes et les femmes jouant un rôle prépondérant dans l'économie créative, le secteur social est un moteur crucial de leur émancipation économique. L'initiative Creative Africa Nexus d'Afreximbank (CANEX) vise à combler le déficit de financement des industries créatives africaines en finançant les infrastructures et en renforçant les activités tout au long de la chaîne de valeur créative, notamment dans le sport, le cinéma, la musique, la mode, les arts, l'artisanat, les arts culinaires, etc.

68 auteurs-compositeurs en herbe ont bénéficié du dispositif CANEX Music

Factory avec à la clé deux albums CANEX de 12 titres actuellement disponibles sur toutes les principales plateformes de streaming, notamment iTunes et Spotify. Ils ont cumulé plus de 700 000 streams depuis août 2024. Cette initiative offre aux jeunes Africains opérant dans les industries créatives une occasion unique de rejoindre la liste croissante des auteurs-compositeurs africains légalement reconnus qui détiennent des droits d'édition sur les chansons qu'ils contribuent à écrire.

Dans le même esprit, en 2024, le programme CANEX a apporté son soutien à 50 créateurs de mode africains représentant douze pays, mettant en relation des marques africaines avec des acteurs mondiaux de l'univers de la mode lors des Fashion Weeks de Paris, du Japon et de New York, ce qui leur a permis de recevoir des commandes de la France, de l'Allemagne, du Japon, des Émirats arabes unis, du Royaume-Uni et des États-Unis.

Le Programme d'affacturage d'Afreximbank, développé en 2017, comble le manque de connaissances





et de financement des PME africaines dans la chaîne d'approvisionnement des exportations. Le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger, l'Égypte, la République du Congo et le Togo font partie des pays qui ont adopté la Loi type d'Afreximbank. Le Kenya, Madagascar et le Nigeria sont dans la phase finale de son adoption. La République Démocratique du Congo a modifié sa loi sur les activités bancaires pour inclure l'affacturage en tant que produit bancaire reconnu.

En outre, le Programme a organisé 27 séminaires sur l'affacturage dans 13 pays africains au cours de ces sept dernières années. La Banque, en partenariat avec FCI a formé avec succès plus de 380 participants inscrits à divers programmes d'e-learning. 49 étudiants ont obtenu un certificat en financement du commerce international et 102 candidats se sont inscrits au programme COTFIA depuis sa création en 2022. Sans le soutien de la Banque, ces pays n'auraient pas pu accéder à une aide similaire auprès d'autres sources.

Ces initiatives ont contribué à l'émergence de sociétés d'affacturage au Bénin, au Botswana, au Burkina Faso, au Cap-Vert, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Kenya, au Mali, au Niger, au Nigeria, en République du Congo, au Sénégal, en Tanzanie, au Togo, en Ouganda et au Zimbabwe (les principaux marchés de l'affacturage). L'Égypte, l'Île Maurice, le Maroc et l'Afrique du Sud ont vu leurs sociétés d'affacturage enregistrer une croissance remarquable, de 33 % en 2017 à 187 % en 2023.

Filiale du Groupe Afreximbank, le Fonds pour le développement des exportations (FEDA) a pour mission de transformer le secteur des exportations en Afrique grâce à sa plateforme de fonds à impact multi-investissements. En 2024, six nouveaux États membres (le Bénin, l'Égypte, la Gambie, la Guinée-Bissau, le Malawi et

le Nigeria) ont signé des accords avec le FEDA, portant le nombre total de signataires de l'accord d'établissement à 20 à la fin décembre 2024.

#### Financement Du Commerce

Entre 2014 et 2024, huit banques internationales ont annoncé leur départ de 20 pays africains. Afreximbank s'est appuyé sur sa stratégie de soutien à l'acquisition des banques africaines pour investir plus d'un milliard USD en 2023 et 2024 afin d'aider les banques régionales africaines à acquérir les actifs des banques internationales qui quittent le continent. Avec l'intensification de la mise en œuvre de la ZLECAf, il devient crucial d'évoluer efficacement dans le monde du financement commercial afin de libérer tout le potentiel commercial de l'Afrique et de stimuler la croissance économique à long terme sur l'ensemble du continent.

En 2024, la Banque a contribué à réduire le déficit de financement commercial en Afrique de 18 % (soit plus que l'objectif annuel de 15 %). Dans le cadre de son Programme de Facilitation du Commerce (AFTRAF), la Banque a intégré 533 banques africaines au total et a consenti des confirmations de lettres de crédit à 256 d'entre elles, ce qui a profité à 49 États membres. La Banque a en outre accordé 111 lignes de financement du commerce, d'un montant total de 10,4 milliards USD, à 27 pays d'Afrique (principalement aux pays les moins avancés), pour répondre à leurs besoins dans ce domaine. Ces lignes de crédit ont donné lieu à 127 060 prêts secondaires à des PME, qui ont principalement profité aux femmes et aux jeunes.

Le Programme de services de paiement de la Banque (AfPAY) a permis à 203 banques (233 si l'on inclut les banques non régionales) et 134 sociétés (222 si l'on inclut les sociétés non régionales) dans 46 États membres (67 si l'on inclut les pays extérieurs à la région)

d'accéder à des services de paiement, ce qui profité à plus de 321 sous-clients. En 2024, la plateforme numérique MANSA a connu un essor de 73,35 % suite à l'intégration de 11 239 entités vérifiées supplémentaires, portant le nombre d'entités intégrées à 26 561 contre 15 322 profils enregistrés en 2023. Parmi les entités intégrées figuraient 21 834 PME, 4 367 sociétés et 360 institutions financières, représentant respectivement 82,20 %, 16,44 % et 1,35 % des entités intégrées.

AfrexInsure, l'entité de la Banque créée pour offrir des solutions d'assurance spécialisées pour soutenir les investissements commerciaux et liés au commerce en Afrique, a réalisé des progrès significatifs en 2024. Les efforts déployés en 2024 en matière de marketing et d'engagement des parties prenantes ont permis d'améliorer la visibilité et la notoriété de la société auprès des acteurs du marché de l'assurance et de ses clients, ce qui a contribué au succès de son développement commercial. Les solutions d'assurance spécialisées de la société ont été déployées auprès d'un nombre croissant de consommateurs dans plusieurs secteurs et régions. À la fin de l'année, AfrexInsure avait réalisé des transactions dans 17 pays, contre sept en 2023.

#### Impact Sur Le Développement Du Commerce

Il est essentiel de mesurer les résultats d'Afreximbank en matière de développement pour comprendre dans quelle mesure sa stratégie fonctionne. Malgré la multiplication des problèmes géopolitiques et économiques ces trois dernières années, la Banque a accompli des progrès notables dans la réalisation des cinq grands objectifs de développement commercial énoncés dans son sixième Plan stratégique (2022-2026).



### Objectif 1

Contribuer à l'augmentation de la part de l'Afrique dans le commerce mondial des biens et services.



### Objectif 2

Contribuer à l'augmentation de la part du commerce intra-africain dans le commerce total des biens et services de l'Afrique.



### Objectif 3

Contribuer à l'augmentation de la part de l'Afrique dans l'exportation mondiale des biens manufacturés.



### Objectif 4

Contribuer à la réduction du déficit de financement du commerce en Afrique.



### Objectif 5

Contribuer à la création d'emplois en Afrique (objectifs de développement transversaux).

**Fin 2024, la Banque était toujours en bonne voie pour atteindre ses objectifs macroéconomiques. Elle a atteint en moyenne 81,7 % de ses objectifs annuels, soit un peu moins des 83,7 % atteints en 2023.**



# 01 Commerce intra-africain

**En 2024, 39 pays ont commencé à commercer dans le cadre de l'Initiative de Commerce Guidé (Guided Trade Initiative ou GTI) de l'Accord portant création de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf), ce qui témoigne d'une confiance croissante dans cet accord commercial à visée transformationnelle et d'un engagement commun à stimuler le commerce intra-africain.**

Les initiatives d'Afreximbank en faveur de la ZLECAf jouent un rôle clé dans la facilitation des échanges commerciaux dans le cadre de l'accord, en soutenant l'intégration économique et le développement du continent. En 2024, la Banque a financé environ 3 % du commerce intra-africain total et favorisé une hausse de près de 8,7 milliards USD de la valeur du commerce intra-africain (soit 4,7 % du commerce intra-africain total).

Ce chapitre présente les progrès et les principales difficultés de l'intégration commerciale en Afrique dans le cadre de la mise en œuvre de la ZLECAf, ainsi que la contribution de la Banque à la libération du potentiel du continent à cet égard.





## Le commerce intra-africain à l'ère de la ZLECAf

Le commerce intra-africain dans le cadre de la ZLECAf a facilité l'amorce d'échanges commerciaux réels dans le cadre des préférences commerciales. Dans un premier temps, il a favorisé l'échange de 96 produits entre sept pays membres. En 2024, son champ d'application a été élargi à 39 pays, marquant une nouvelle ère d'échanges pertinents sur le plan commercial dans le cadre des règles de la ZLECAf. Par exemple :

- En 2022, le Kenya a exporté du thé au Ghana et le Ghana a exporté des carreaux de céramique au Kenya.
- En 2023, la Tunisie a exporté sa première cargaison de 60 tonnes de résine au Cameroun.
- En 2022, Nestlé Cameroun a importé des films alimentaires Maggi du Nigeria.
- En 2024, Nestlé Kenya a importé sa toute première cargaison de produits de nutrition infantile d'Afrique du Sud à un taux réduit de 25 % à 15 %.
- Le Rwanda a exporté du café emballé au Cameroun et au Ghana et a depuis diversifié ses envois pour y inclure le thé, l'huile d'avocat et le miel.
- L'Égypte a exporté des produits pharmaceutiques vers le Ghana dans le cadre des préférences commerciales de la ZLECAf. Il s'agit d'une étape majeure dans le développement du

commerce intra-africain des soins de santé et de la médecine.

- La Tanzanie a exporté du café vers l'Algérie, des batteries vers le Ghana et de la fibre de sisal vers le Nigeria, dépassant ainsi le cadre des produits agricoles traditionnels pour se diversifier.
- En 2024, l'Afrique du Sud a procédé à sa première expédition de réfrigérateurs, d'appareils électroménagers et d'équipements miniers au Kenya dans le cadre de la ZLECAf, ce qui a marqué une étape cruciale dans la dynamique du commerce régional.
- Parmi les premiers envois effectués en 2024 par le Nigeria dans le cadre du régime de la ZLECAf figuraient des produits à fort coefficient de technologie, tels que des câbles et des cartes à puce vers l'Algérie, le Cameroun, l'Égypte, le Kenya et l'Ouganda.

La ZLECAf a bien progressé, comme en témoignent des expériences commerciales réussies et des données statistiques encourageantes. Les exemples de sociétés ayant réussi, comme Igire Coffee au Rwanda et Mazia Honey au Ghana, illustrent parfaitement la manière dont les femmes entrepreneurs et les PME africaines peuvent tirer parti de la ZLECAf pour développer leurs activités.

La solidité des chiffres du commerce témoigne de progrès encourageants dans la mise en œuvre de la ZLECAf. En 2023, le commerce intra-africain représentait environ 17 % du commerce total de

l'Afrique, en légère augmentation par rapport aux années précédentes, mais toujours en deçà des niveaux observés en Europe (68 %) et en Asie (59 %).

Pour pouvoir réussir comment le font actuellement certaines entreprises, il conviendra de résoudre les problèmes existants, présentés à la figure 1.1, afin de faciliter les échanges et de parvenir à un plus haut degré d'intégration.

## Figure 1.1 – Principaux problèmes auxquels le commerce est exposé dans le cadre de la ZLECAf



- La faiblesse des infrastructures de facilitation du commerce, comme l'inefficacité des contrôles aux frontières, entraîne des retards d'acheminement.
- L'inefficacité des procédures et réglementations douanières et administratives entre les pays ainsi que des systèmes de transit entraîne des retards et augmente les coûts.
- Le commerce transfrontalier en Afrique dépend fortement des devises étrangères (p. ex. USD, EUR), ce qui rend les transactions coûteuses.
- Dans certains cas, les approvisionnements en produits se sont faits auprès de pays situés en dehors du continent alors qu'ils auraient pu l'être auprès d'autres pays africains après mise en concurrence.
- La fragmentation des normes de produits affecte dans une large mesure le commerce intra-africain en créant des obstacles à la circulation fluide des biens et des services à travers les frontières. Un produit qui répond aux exigences de sécurité dans un pays africain peut avoir à être retesté et recertifié dans d'autres pays, ce qui augmente les coûts et les délais.
- Les gouvernements africains ont adopté 854 traités bilatéraux d'investissement (512 sont en vigueur), dont 169 intra-africains (44 sont en vigueur). L'harmonisation des législations nationales en matière d'investissement pourrait améliorer l'environnement d'investissement fragmenté du continent et stimuler l'investissement intra-africain. Accélérer l'adoption nationale de protocoles convenus au niveau régional, tels que le Code d'investissement panafricain, est une priorité.
- De nombreuses entreprises africaines n'ont pas accès aux plateformes numériques, ce qui les empêche d'entrer en contact avec les acheteurs et vendeurs régionaux.

Afreximbank développe des programmes et partenariats financiers innovants tout en tirant parti de la technologie pour réduire

les coûts du commerce intra-africain, améliorer la logistique, rationaliser les processus et les normes aux frontières et faciliter le commerce afin de promouvoir une meilleure intégration régionale.

## Contribution de la Banque à la stimulation du commerce intra-africain et à la mise en œuvre de la ZLECAf

Le commerce intra-africain reste le fer de lance de la stratégie d'Afreximbank. En 2024, la Banque a financé environ 3 % du commerce intra-africain total et favorisé une hausse de près de 8,7 milliards USD de la valeur du commerce intra-africain (soit 4,7 % du commerce intra-africain total). Les initiatives propices à la ZLECAf prises par Afreximbank, en collaboration avec le Secrétariat de la ZLECAf et la Commission de l'Union Africaine, contribuent à faciliter les échanges commerciaux dans le cadre de l'accord, favorisant l'intégration et le développement économiques du continent.

### Fonds d'ajustement de la ZLECAf pour des ajustements en douceur

Afreximbank, en collaboration avec le Secrétariat de la ZLECAf, a mis en place le Fonds d'ajustement de la ZLECAf, doté de 8 milliards USD. L'Union Africaine a nommé Afreximbank gestionnaire de la plateforme de fonds qui indemnise les pays en cas de pertes de recettes douanières résultant de la mise en œuvre de la ZLECAf, tout en préparant les entreprises et les pays à s'adapter au nouveau régime commercial de manière ordonnée. Afreximbank contribue à hauteur de 1 milliard USD au fonds.

### Réduire la composante en devises étrangères du commerce intra-africain : le PAPSS

Afin de faciliter les transactions commerciales et de réduire les coûts des services de paiement dans le cadre de la ZLECAf, Afreximbank, en collaboration avec le Secrétariat de la ZLECAf, a mis en œuvre le Système de Paiement et de Règlement Panafricain, qui permet au continent de retrouver la maîtrise des paiements intra-africains.

En 2024, le PAPSS a élargi son réseau en intégrant trois banques centrales supplémentaires, portant leur nombre total à 15. Le système a par ailleurs accueilli 50 nouvelles banques commerciales, portant le nombre total de banques interconnectées à 144. L'intégration de trois opérateurs de paiements interbancaires supplémentaires a encore amélioré ses capacités opérationnelles, les portant à 13 au total.

En outre, le lancement d'un programme pilote pour la Plateforme de change africaine du PAPSS (PACM) a permis l'établissement d'une nouvelle plateforme pour l'appariement et l'échange de devises africaines, réduisant ainsi la dépendance du continent à l'égard des devises étrangères. Le PACM a permis à de nombreuses entreprises africaines de divers secteurs, et notamment aux compagnies aériennes, compagnies d'assurance et entreprises de vente de biens de grande consommation, de rapatrier des millions de dollars de fonds bloqués qui se dépréciaient dans certains pays africains vers leur siège social sur le continent. Cette initiative a permis d'atténuer les pertes dues à la dépréciation des devises et de faciliter le réinvestissement de ces fonds en Afrique.

### Réduction des coûts et du temps de transport : Programme Collaboratif Africain de Garantie de Transit

La circulation des marchandises à travers les 110 frontières de l'Afrique a longtemps été un obstacle aux échanges intra-

## Encadré 1.1 – Soutien à l'harmonisation des normes en Afrique : témoignage du secrétaire général de l'Organisation Régionale Africaine de Normalisation

L'Organisation Régionale Africaine de Normalisation (ARSO) est chargée d'harmoniser les normes en Afrique afin de réduire les obstacles au commerce intra-africain et international et de promouvoir le développement durable.

Afreximbank a joué un rôle clé dans le renforcement des infrastructures de qualité de l'Afrique en soutenant la mise en place de cadres réglementaires alignés sur les principaux accords continentaux, notamment la ZLECAf et la Politique africaine relative à la Qualité. Son soutien aux efforts d'harmonisation des normes de l'ARSO dans des secteurs tels que l'automobile, la pharmacie, le textile et la maroquinerie a favorisé de nouveaux partenariats avec l'ONUDI, la Banque Africaine de Développement, MasterCard et la Fondation Rockefeller, tout en renforçant les collaborations existantes avec le PTB allemand et la CEA.

À ce jour, l'ARSO a harmonisé 2 042 normes africaines dans les secteurs prioritaires de la ZLECAf, garantissant

régionaux. Pour y remédier, Afreximbank travaille en partenariat avec la Commission de l'Union Africaine, le Secrétariat de la ZLECAf et le Marché Commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) à la mise en œuvre d'un Système de Garantie de Transit Régional. Un projet pilote est déjà en cours dans le COMESA et sera bientôt étendu à l'ensemble du continent. En tant que Garant du Transit Régional, Afreximbank permet aux marchandises de traverser les frontières de manière fluide en vertu d'une garantie de transit unique. Pour soutenir cette initiative, la Banque s'est engagée à hauteur d'un milliard USD au titre de la limite de garantie.

En 2024, la Banque a approuvé une facilité de cautionnement/un mécanisme de garantie à l'intention des entreprises technologiques afin d'alléger les contraintes financières en Afrique de l'Est et d'améliorer la compétitivité des petites et moyennes entreprises (PME) en supprimant le besoin de dépôts de garantie initiaux sur les conteneurs. La garantie sur les conteneurs couvre toutes les obligations liées aux conteneurs, notamment l'ensemble des dommages et des pertes, éliminant ainsi la nécessité pour les utilisateurs de verser des

acomptes initiaux (généralement compris entre 4 000 et 5 000 USD par conteneur) aux compagnies maritimes.

### Harmoniser les normes

L'un des principaux obstacles au commerce intra-africain est la diversité des cadres réglementaires, des normes et des procédures douanières dans les 55 pays du continent. Il en résulte des coûts de conformité majorés, des retards et un frein au commerce transfrontalier. L'harmonisation de ces cadres est essentielle pour favoriser un environnement propice au commerce et à l'investissement.

De fait, Afreximbank a accordé des subventions à l'Organisation Régionale Africaine de Normalisation (ARSO) pour qu'elle harmonise les normes dans les secteurs des équipements pharmaceutiques/médicaux et du textile. A ce jour, 385 normes pharmaceutiques ont été harmonisées, dont 139 en 2024. Dans le monde de la mode, du textile et de la maroquinerie, 60 normes ont été harmonisées en cours d'année. Les travaux d'harmonisation des normes progressent dans le secteur de la gastronomie et des services de restauration.



Afin de s'assurer que l'infrastructure nécessaire à la mise en œuvre des normes harmonisées est en place, Afreximbank a également créé une filiale, le Centre Africain d'Assurance Qualité (AQAC). L'objectif est de développer des installations de test, d'inspection et de certification dans toute l'Afrique. Le premier AQAC est déjà opérationnel et d'autres sont en cours de développement au Bénin, au Tchad, au Gabon et dans d'autres pays.

### Renforcer l'accès à l'information sur le commerce et l'investissement

Afreximbank, en collaboration avec la Commission de l'Union Africaine et le Secrétariat de la ZLECAf, a mis en place le Salon du commerce Intra-Africain (IATF) qui a lieu tous les deux ans. La dernière édition, qui s'est tenue au Caire en novembre 2023, a permis de réaliser pour 43,77 milliards USD d'opérations commerciales et a réuni plus de 28 000 visiteurs. La quatrième édition est prévue à Alger en septembre 2025.

Dans le cadre des efforts déployés pour combler le manque d'informations commerciales et d'informations sur le

marché, la Banque, dans le cadre de son Club TRADAR, un réseau prestigieux dirigé par ses membres comprenant TRADAR Intelligence et TRADAR Regulations, aide les entreprises à identifier facilement les fournisseurs potentiels d'intrants ou les organisations susceptibles de distribuer leurs produits dans d'autres régions du continent, à découvrir de nouveaux marchés, à développer leurs activités, à gagner du temps, à accéder au soutien d'une équipe dédiée d'experts et à répondre à de nouvelles opportunités commerciales.

### Connecter les industries africaines aux marchés

La Banque a continué à œuvrer pour encourager les investissements intra-africains, ceux-ci favorisant généralement le commerce et la création de chaînes de valeur régionales.

Malgré les contraintes inhérentes aux incertitudes géopolitiques et économiques, en 2024, la Banque a accordé pour plus d'un milliard USD de facilités de crédit à des entreprises africaines de premier plan afin de les aider à concurrencer efficacement les acteurs mondiaux sur les marchés africains. Ces financements leur ont permis de remporter des contrats en Afrique et dans les Caraïbes, notamment aux Comores, au Gabon, en Guyane, au Mozambique et au Nigeria. Ces contrats vont des infrastructures commerciales au soutien à l'acquisition de banques africaines par des banques continentales de premier plan.

Forte d'une stratégie axée sur la diaspora, la Banque soutient la coopération en matière de commerce et d'investissement entre l'Afrique et les Caraïbes et a notamment accueilli la Fédération Africaine des Industries Textiles et du Coton (African Cotton and Textile Industries Federation

ou ACTIF) en juin 2024. Ce Forum a attiré plus de 3 682 représentants et généré 4 milliards USD de contrats commerciaux et d'investissement.

### Tirer parti de la facilitation du commerce intra-africain

La création de la ZLECAf devrait augmenter la demande intra-africaine de transport de marchandises de 28 % à l'horizon 2030, ce qui nécessitera la mise en place de 2 millions de camions, 100 000 wagons de marchandises, 250 avions et plus de 100 navires supplémentaires. Pour faire face à la hausse de la demande, la Banque investit dans la construction de chemins de fer, de réseaux routiers transfrontaliers, dans la modernisation des ports, dans des entrepôts et dans la rationalisation des processus logistiques afin de favoriser la mutation économique de l'Afrique. Par exemple, la capacité du poste-frontière de Beitbridge au Zimbabwe, l'une des plus importantes portes d'entrée en Afrique, a augmenté de 30 % par rapport à ce qu'elle était avant la modernisation de la structure, ce qui a permis de réduire sensiblement le temps d'attente moyen des camions commerciaux, qui est passé de 35-39 heures à seulement 5 heures. Cette opération de revalorisation a permis de réduire les coûts à hauteur de 567 à 671 USD environ par camion et par trajet.

De même, le projet ferroviaire de Dar es Salaam, qui s'étend sur 1 596 kilomètres en phase 1 et 1 685 kilomètres en phase 2, a sensiblement progressé, les lots 1 et 2 (722 kilomètres) étant désormais achevés. 65 voitures de voyageurs et 17 locomotives électriques ont été livrées dans le cadre du projet. En août 2024, 548 trajets en train ayant permis de transporter 393 910 passagers entre Dar es Salaam, Morogoro et Dodoma ont été effectués. À ce jour, le projet a créé 21 586 emplois directs et 80 000 emplois indirects. Une fois terminé, le chemin de fer reliera les ports de Dar es Salaam aux pays voisins enclavés (Burundi, République démocratique du Congo, Malawi, Ouganda et Zambie), favorisant ainsi le commerce régional et l'intégration économique dans toute l'Afrique de l'Est.

Reconnaissant le rôle stratégique des chemins de fer transfrontaliers dans le renforcement de l'intégration régionale, du commerce et de l'industrialisation, la Banque soutient également la construction de la ligne de chemin de fer Lobito-Luau, une ligne à voie étroite qui relie la ville portuaire angolaise de Lobito à Dar es Salaam en Tanzanie en traversant la région de Copperbelt en Zambie et la République démocratique du Congo.



## Projet ferroviaire de Dar es Salaam soutenu par Afreximbank



La Banque investit également dans la construction d'une route de 45 kilomètres qui relie la capitale du Liberia à son seul aéroport international, l'aéroport international Roberts, et à la partie sud-ouest du pays, qui abrite ses deux principales plantations d'hévéas. Une fois achevée, la route devrait faciliter le transport transfrontalier de plus de 350 000 tonnes de marchandises par an et créer 700 emplois directs.

Conformément à l'objectif de mise en place d'un système ferroviaire interconnecté de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Banque, par l'intermédiaire de sa Facilité de Préparation de Projets, apporte un soutien technique et financier à la préparation et au développement de la modernisation

des chemins de fer au Ghana, ce qui pourrait permettre de basculer à l'avenir vers des lignes à écartement standard et favoriserait ainsi l'interopérabilité régionale. Le projet vise à permettre de transporter plus efficacement 20 millions de tonnes métriques de bauxite et de manganèse par an, ainsi que 3 millions de tonnes métriques de minerai de fer, de clinker et de produits agricoles. Il devrait doper les exportations d'environ 950 millions USD par an.

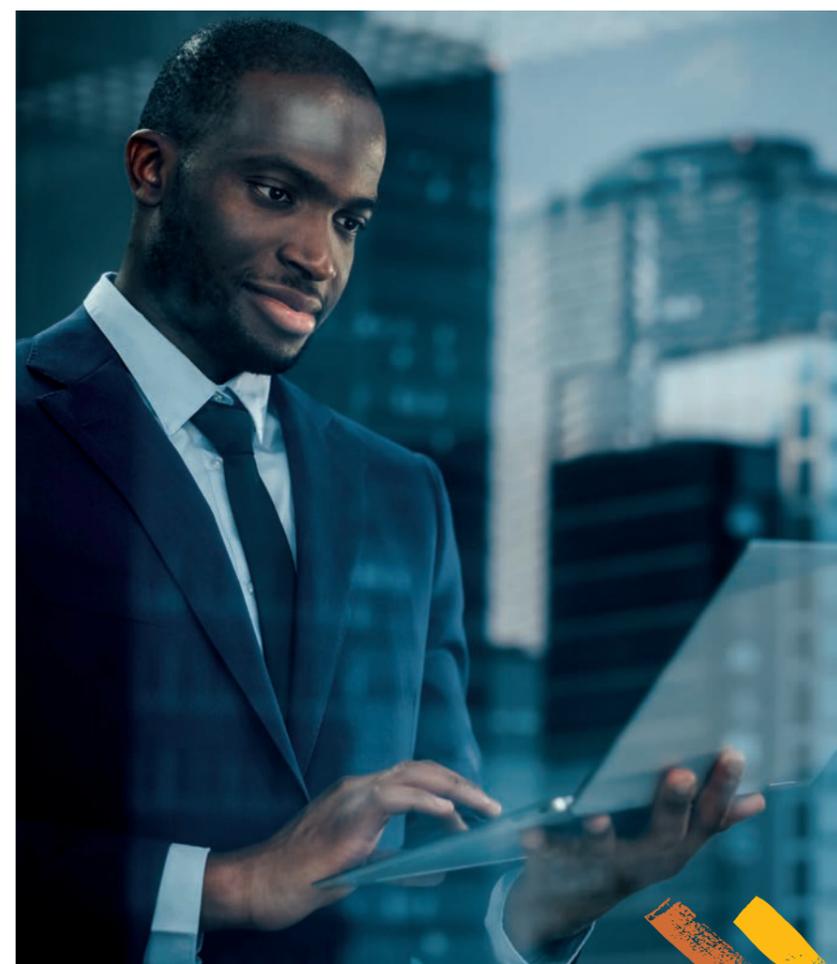
De même, la Banque apporte un soutien technique et financier à la modernisation et à l'expansion d'un chantier naval dans la zone franche pétrolière et gazière d'Onne (Nigeria). Le projet vise à augmenter la capacité de levage des grues en cale sèche de 500 à 9 000 tonnes métriques, allonger la longueur de

l'atelier de réparation navale de 76 mètres et renforcer la capacité de manutention d'un à dix navires. Une fois achevé, il sera le premier chantier naval conforme à la réglementation internationale dans la sous-région de la CEDEAO. Le projet devrait générer environ 2 000 emplois directs en phase de construction et 3 000 emplois directs et indirects une fois terminé.

### Transformer le commerce intra-africain par l'innovation

Portées par la pandémie de COVID-19 et la guerre en Ukraine, les innovations digitales ont le potentiel d'améliorer la logistique liée au commerce, de rationaliser les processus douaniers, d'améliorer les paiements et le financement des transactions transfrontalières, et d'encourager une plus grande participation du secteur privé au commerce africain. L'écosystème numérique d'Afreximbank, l'ATG, soutient le commerce dans le cadre de la ZLECAf par le biais de cinq plateformes numériques intégrées : PAPSS, MANSA, TRADAR Intelligence, TRADAR Regulations et Africa Trade Exchange.

Le PAPSS, par exemple, facilite la maîtrise du commerce intra-africain dans le cadre de la ZLECAf, tandis que le Système de commerce Africa Trade Exchange (ATEX) évolue par-delà son rôle d'agrégateur de la demande de l'Afrique visant à renforcer la capacité du marché faire face à la guerre en Ukraine vers une plateforme de commerce électronique transparente qui unit les acheteurs et les vendeurs de toute l'Afrique. En 2024, la plateforme ATEX a facilité le commerce intra-africain dans huit pays à hauteur de 142 millions USD, soutenant onze exportateurs et importateurs africains d'engrais, de nourriture, de pétrole et de gaz, tout en réduisant les coûts des transactions transfrontalières et en générant 7 millions USD d'économies.



## Figure 1.2 – Les échanges commerciaux en Afrique en chiffres, 2024





## 02 Industrialisation et développement des exportations

**Au cours de ces vingt-cinq dernières années, la valeur ajoutée manufacturière de l'Afrique a plus que doublé, passant de 145 milliards USD à 314 milliards USD.**

Vingt-huit pays africains ont connu une croissance de la valeur ajoutée manufacturière supérieure au taux de croissance moyen mondial de 6,1 % entre 2000 et 2023. La Banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank) joue un rôle de facilitateur et de catalyseur, travaillant avec les secteurs public et privé et les organisations internationales. En 2024, la Banque a facilité plus de 50 transactions en Afrique, facilitant pour 1,6 milliard USD d'exportations de produits manufacturés, soit l'équivalent de 1,4 % des exportations totales de produits manufacturés de l'Afrique.

Le présent chapitre traite des progrès accomplis par l'Afrique pour créer un secteur industriel pérenne, ainsi que de la contribution de la Banque à l'industrialisation et au développement des exportations de la région.



## Progrès accomplis dans l'instauration de secteurs et dans l'accroissement de la diversification des exportations

Un nombre croissant de pays africains promeuvent l'industrialisation et la diversification de leurs économies malgré les crises récentes. La part du secteur manufacturier africain dans la valeur ajoutée manufacturière (un indicateur d'industrialisation) a plus que doublé au cours de ces vingt dernières années, passant de 145 milliards USD à 314 milliards USD (Tableau 2.1). Vingt-huit pays africains ont connu une croissance de la valeur ajoutée manufacturière supérieure à la moyenne mondiale entre 2000 et 2023.

L'Éthiopie, réputée pour son industrie florissante du cuir, ainsi que le Ghana et le Kenya, deux acteurs de l'industrie pharmaceutique, ont des industries émergentes prometteuses. Plusieurs pays ont développé ou développent des réseaux de zones économiques spéciales (ZES) et des parcs industriels. Le corridor de Lobito, qui relie les régions du sud de la République démocratique du Congo et du nord-ouest de la Zambie aux marchés commerciaux régionaux et mondiaux via le port de Lobito en Angola, est un autre moteur potentiel de l'industrialisation, en particulier en ce qui

**Tableau 2.1 – Valeur ajoutée manufacturière (à prix constants de 2015, en milliards USD)**

	2000	2005	2010	2015	2020	2023
Afrique	145	170	211	259	281	314
Afrique du Nord	52	61	82	91	104	120
Afrique de l'Ouest	34	38	42	68	74	81
Afrique australe	35	41	45	47	42	45
Afrique de l'Est	14	16	23	29	35	40
Afrique centrale	1	2	2	3	3	3

Source : Statistiques de l'Organisation des Nations Unies

**Tableau 2.2 – Valeur ajoutée manufacturière (à prix constants de 2015, en milliards USD)**

	2000	2005	2010	2015	2020	2023
Diversification des exportations	0.60	0.59	0.56	0.54	0.56	0.54
Concentration des exportations	0.35	0.41	0.40	0.27	0.19	0.22
Nombre de produits	260	260	260	258	258	258

Source : Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED).

Remarque : les indices de diversification et de concentration des exportations varient de 0 à 1.

Une valeur plus proche de 1 dans l'indice de diversification des exportations indique un profil d'exportation plus large et plus varié, tandis que dans l'indice de concentration des exportations, elle signifie que les exportations sont fortement concentrées sur un nombre limité de produits.

concerne les chaînes de valeur de minéraux essentiels, notamment la fabrication de batteries. La raffinerie Dangote au Nigeria est en passe de remodeler le secteur énergétique africain. De grands projets de production d'électricité sont en cours sur tout le continent, avec des possibilités d'interconnexion pour faciliter les échanges d'électricité entre voisins.

Le commerce joue un rôle essentiel à cet égard. Les indices de concentration et de diversification des exportations de produits africains se sont améliorés, bien que marginalement (Tableau 2.2).

Bien que les produits finis et semi-finis représentent 79 % des exportations

intra-africaines contre 41 % des exportations africaines vers d'autres destinations, les chaînes de valeur africaines ne contribuent qu'à hauteur de 2,7 % à la participation de l'Afrique à la chaîne de valeur mondiale, contre 26,4 % en Amérique latine et dans les Caraïbes et 42,9 % dans les pays d'Asie en développement, selon la publication Dynamiques du développement en Afrique 2022. Les efforts continus déployés par les pays africains pour améliorer les infrastructures ayant vocation à faciliter le commerce, les agglomérations industrielles et les capacités des entreprises dans la région, ainsi que pour renforcer les réseaux de production régionaux dans le cadre de la ZLECAf ont le potentiel de

favoriser l'essor industriel et d'accélérer la diversification des exportations.

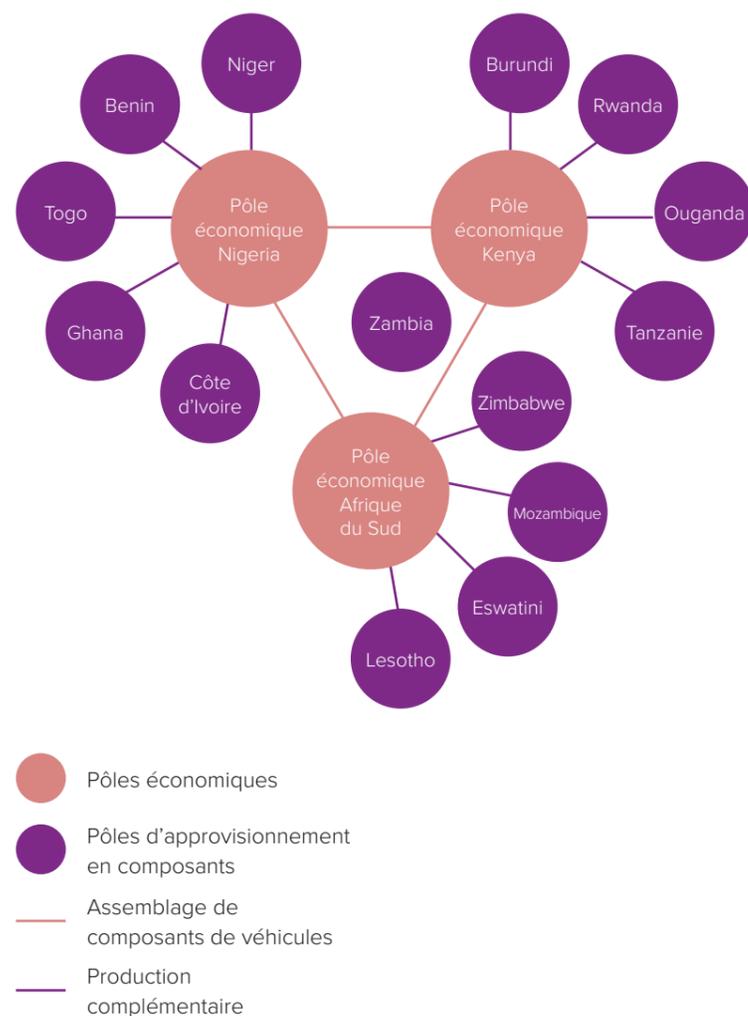
L'essor des marchés intérieurs, alimenté par la croissance démographique, l'urbanisation et une nouvelle classe de travailleurs et de consommateurs, offre de nouvelles opportunités dans de nombreux secteurs, notamment les secteurs alimentaire, pharmaceutique et de l'économie numérique. Pour les industries qui opèrent à grande échelle, comme l'industrie automobile, le marché continental peut être propice à une structure en étoile articulée autour de multiples centres d'assemblage de véhicules et de fournisseurs de composants.

**Tableau 2.3 – Aperçu des chaînes de valeur régionales prometteuses en Afrique**

Chaîne de Valeur	Points forts	Points faibles	Opportunités	Menaces
Agro-industrie	<ul style="list-style-type: none"> <li>Main d'œuvre importante</li> <li>Avantage concurrentiel dans les principales cultures marchandes (noix de cajou, café, cacao)</li> <li>60 % des terres arables non cultivées dans le monde</li> <li>Hausse de la demande alimentaire tirée par la croissance démographique et l'urbanisation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Chaîne fragmentée conduisant à une majoration du prix à l'importation de 20 à 60 % pour les principaux intrants agricoles</li> <li>Seulement 10 % des terres arables du continent sont inscrites sur les registres publics</li> <li>Valeur ajoutée de l'agro-transformation inférieure à 50 %</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Fort potentiel d'exportation des produits transformés</li> <li>La ZLECAf devrait permettre d'accroître de 574 % les échanges intra-africains dans le domaine de l'agriculture</li> <li>Évolution des habitudes alimentaires liée à l'augmentation de la classe moyenne</li> <li>Potentiel de productivité et d'emplois non agricoles</li> <li>Agriculture durable</li> <li>Capacité à attirer les flux d'investissement du secteur privé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Sécheresses persistantes, catastrophes climatiques et désertification</li> <li>Baisse de l'engagement des jeunes dans le secteur agricole</li> <li>Recours limité à une agriculture respectueuse de l'environnement</li> <li>Pénurie de compétences et de technologies</li> <li>Manque de financement et de mécanisme d'atténuation des risques</li> <li>Manque d'infrastructure de stockage</li> <li>Gestion non durable des terres et des sols</li> </ul>
Produits pharmaceutiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>Forte dynamique politique (p. ex. Plan de fabrication pharmaceutique pour l'Afrique, de l'AUDA : Agence africaine du médicament de l'Union africaine)</li> <li>Initiatives nationales pour stimuler le développement manufacturier</li> <li>Mécanismes de coopération internationale (p. ex. résolution de l'OMS de 2021 présentée par les 54 pays africains)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>95 % des médicaments importés et 3 % des médicaments produits localement</li> <li>Un secteur local sous-développé</li> <li>Manque de politiques d'éducation et de formation qui favorisent la R&amp;D dans les produits pharmaceutiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Secteur de la santé et du bien-être en Afrique évalué à 259 milliards USD à l'horizon 2030</li> <li>Plus de 16 millions d'emplois potentiels à créer d'ici 2030</li> <li>Mécanisme centralisé d'achats groupés ancré sur la ZLECAf pour encourager les fabricants du monde entier à construire des usines en Afrique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Maladies endémiques</li> <li>Médicaments contrefaits</li> </ul>
Automobile	<ul style="list-style-type: none"> <li>Hausse de la demande</li> <li>Production intermédiaire existante</li> <li>Jusqu'à sept emplois supplémentaires créés pour chaque emploi créé dans le secteur de la construction automobile</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'Afrique reste un marché automobile de détail</li> <li>Modèle semi knock-down dominant réduisant le développement de la chaîne de valeur</li> <li>Accès limité à un financement abordable entravant la possession de voiture</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'Afrique ne produit que 1 % des véhicules automobiles construits à l'échelle mondiale</li> <li>Les taux de possession de véhicules en Afrique sont faibles par rapport à la moyenne mondiale (203 pour 1 000)</li> <li>La ZLECAf table sur une progression de plus de 42 milliards USD du secteur en Afrique d'ici 2027</li> <li>La production de pièces automobiles ouvre des perspectives d'industrialisation</li> <li>Les deux-roues électriques adoptent directement les technologies électriques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Voitures d'occasion importées avec un potentiel d'assemblage limité entravant l'intégration régionale</li> </ul>

Source : Dynamiques du développement en Afrique, 2022.

## Figure 2.1 – Réaliser le potentiel du marché automobile africain : importance de la création d'un pôle automobile sous-continental



Source : Barnes, Erwin et Ismail (2019).

L'exploitation des complémentarités régionales offre de nouveaux avantages concurrentiels aux pays africains. L'intégration des marchés fournit la masse critique de consommateurs, de compétences, de fournisseurs et d'autres ressources nécessaires au développement et au renforcement de secteurs à forte intensité de connaissances, tels que les chaînes de valeur automobiles et pharmaceutiques. La combinaison des ressources naturelles clés dont disposent les pays africains peut être source d'avantages concurrentiels uniques dans des activités à forte valeur ajoutée, telles que la production de batteries. Les plus petites économies pourraient tirer des bénéfices d'un accès à des marchés plus importants, renforcer les capacités de production locales en attirant de nouveaux investissements intra-africains et gagner en efficacité en se spécialisant.

Cela dépendra des pays qui mettront en œuvre des stratégies industrielles et sectorielles efficaces pour remédier aux contraintes limitant le développement industriel, et cela dépendra également de l'investissement dans les infrastructures industrielles et commerciales. La Banque joue un rôle de facilitateur et de catalyseur en contribuant, aux côtés des secteurs public et privé et des organisations internationales spécialisées, à la construction d'un système de soins de santé résilient, à la mise en place d'un secteur des exportations porteur et d'infrastructures industrielles et commerciales viables. Elle participe également au développement d'industries créatives dynamiques qui autonomisent les petites et moyennes entreprises (PME) et créent des emplois pour 420 millions de jeunes Africains.



## Contribution de la Banque au développement industriel

En 2024, Afreximbank a facilité plus de 53 transactions dans les cinq régions africaines, favorisant l'exportation de produits manufacturés pour un montant de 1,6 milliard USD, ce qui représente 1,4 % des exportations totales de produits manufacturés de l'Afrique. La participation de la Banque à des projets d'investissement dans l'agro-transformation, les infrastructures ayant vocation à faciliter le commerce, le développement des petites entreprises et la création bénéficié à plus de 8,5 millions de personnes en Afrique.

### Promouvoir la chaîne de valeur de l'agro-transformation

Une part importante de la valeur ajoutée dans la production de biens finaux sur le continent provient du secteur agricole. Les investissements dans l'agro-business, la transformation alimentaire et l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement amplifieront de fait la contribution de l'agriculture à l'industrialisation, à la sécurité alimentaire et à l'essor du commerce africain, réduisant la dépendance aux produits finis importés et améliorant l'autosuffisance du continent. En investissant dans une entreprise leader de l'agro-transformation en Tanzanie depuis 2021, Afreximbank a facilité, à ce jour, la production de 924 104 mètres de fils et de tissus grèges, 47 tonnes métriques d'étoffe et 64 313 vêtements, bénéficiant à 613 PME locales et créant 370 emplois directs (dont 40 % occupés par des femmes). En 2024, la Banque a élargi son soutien à cette entreprise, lui permettant d'investir dans des machines de haute technologie capables de traiter les fibres de coton courtes, un enjeu

majeur de la production textile locale. Cet investissement vise à réduire la dépendance aux importations de tissus et de fils. Les fabricants locaux importent en effet actuellement 85 % des tissus et 15 % des fils de pays non africains. Ce soutien devrait permettre de créer 170 emplois directs supplémentaires et bénéficier à 2 424 PME locales, renforçant ainsi l'industrie du textile et de l'habillement en Afrique.

Dans le cadre de ses efforts continus pour construire un système alimentaire résilient, la Banque soutient la construction et la mise en service d'une usine de transformation de noix de cajou d'une capacité de 30 000 tonnes métriques par an au sein d'une entreprise verticalement intégrée au Nigeria, pays comptant parmi les principaux producteurs de noix de cajou brutes. Le crédit accordé vise à améliorer la capacité de transformation locale, ce qui ajoutera de la valeur aux exportations de noix de cajou brutes. Une fois achevé, le projet devrait doper les exportations à valeur ajoutée, créer environ 450 emplois, bénéficier à 80 PME locales, renforcer les industries locales et stimuler la croissance économique.

La Banque a également investi dans la construction d'une usine de congélation, de transformation et de stockage du poisson en Mauritanie, d'une capacité de 300 tonnes par jour. Le projet devrait doper les exportations de 110 millions USD et créer 158 emplois directs, dont 34 % seront occupés par des femmes. En outre, la Banque aide l'un des plus grands distributeurs de produits alimentaires et de biens de consommation de Mauritanie, qui dépendait auparavant des importations, à se transformer en un grand groupe intégré de production et de distribution alimentaire dans la sous-région. Grâce à ce soutien, la sécurité alimentaire et les chaînes d'approvisionnement régionales se trouveront renforcées. L'aide apportée

bénéficiera également à plus de 4 700 PME locales et générera 319 emplois directs, dont 40 % destinés aux femmes.

### Faciliter l'accès aux infrastructures liées au commerce

Libérer tout le potentiel de la ZLECAf nécessite des partenariats et des investissements stratégiques. La Banque joue un rôle de facilitateur et de catalyseur en contribuant, aux côtés des secteurs public et privé et des organisations internationales spécialisées, à la construction d'un système durable de soins de santé, à la mise en place d'un secteur des exportations porteur et d'infrastructures industrielles et commerciales viables qui autonomiseront les PME et créeront des emplois pour 420 millions de jeunes Africains.

Dans le secteur de la santé, la Banque réalise d'importants investissements dans des établissements médicaux de premier ordre en Afrique afin d'améliorer l'accès à des soins de santé de qualité, de réduire les coûts élevés du tourisme médical et de remédier aux inégalités en matière de santé. Le Centre Médical Africain d'Excellence d'Abuja (Nigeria), développé conjointement avec le Kings College Hospital de Londres, est par exemple maintenant achevé à 80 % et devrait entrer en service en 2025. Cet établissement qui offrira des soins extrêmement pointus sera spécialisé en oncologie, hématologie, cardiologie et soins généraux. Des pourparlers sont également en cours pour mettre en place des installations similaires au Cameroun, en Tanzanie et dans d'autres pays. La Banque soutient également la création d'un hôpital ultramoderne de 60 lits en Gambie, la construction d'un service de neurologie de 40 lits dans un hôpital au Rwanda, comprenant l'agrandissement et la modernisation d'un service de réadaptation à domicile et de soins intensifs néonataux.



## Le premier projet de Centre Médical Africain d'Excellence d'Afreximbank à Abuja, au Nigeria, est achevé à 80 %



## Expansion et modernisation des soins intensifs néonataux au Rwanda



Les réseaux existants de pôles industriels en Afrique sont un point de départ essentiel pour développer les infrastructures et promouvoir les investissements. Afreximbank, en collaboration avec la société Arise Integrated Industrial Platform qu'elle détient, investit activement dans le développement des ZES sur le continent. Des ZES ont déjà été établies au Bénin, au Tchad, au Gabon, au Rwanda et au Togo, et des projets sont en cours en Côte d'Ivoire, en République démocratique du Congo, au Kenya, au Malawi, au Nigeria et en Zambie. Ces pôles industriels favorisent la mise en place de chaînes de valeur continentales, stimulent le commerce et l'investissement intra-africains et offrent des opportunités aux petites entreprises, en particulier aux jeunes et aux femmes. La zone économique spéciale du Gabon a ainsi notamment généré 8 000 emplois directs et 12 000 emplois indirects et attiré plus de 1,6 milliard USD d'investissements directs étrangers. La plateforme industrielle d'Adétikopé au Togo devrait pour sa part générer 8 200 emplois directs et indirects, et le Bénin devrait créer 14 000 emplois directs et indirects. Les ZES de la République démocratique du Congo et de la Zambie visent à libérer le potentiel de l'Afrique sur le marché en forte croissance des véhicules électriques, actuellement évalué à 7 700 milliards USD et qui devrait atteindre 46 000 milliards USD à l'horizon 2050. Ces investissements feront du continent un acteur clé de la transition mondiale vers les énergies propres.

Dans le secteur pétrolier et gazier, la raffinerie Dangote, qui est entrée en activité en 2024 avec Afreximbank comme prêteur principal dans le cadre du projet, est en train de remodeler le paysage énergétique du Nigeria et de l'Afrique. (Encadré 2.1). La Banque avait précédemment financé la rénovation d'une raffinerie produisant 210 000 barils par jour et soutient le développement récent d'une autre raffinerie intégrée et complexe pétrochimique d'une capacité de 200 000 barils par jour au Nigeria.

La Banque investit également dans la construction d'une raffinerie modulaire d'une capacité de 60 000 barils par jour à Cabinda (Angola). La première phase, d'une capacité de 30 000 barils par jour, devrait s'achever en 2025. Environ 2 873 emplois ont été créés pendant la phase de construction. Au cours de l'année, la Banque a également facilité des investissements en Angola, au Cameroun, au Congo, en Côte d'Ivoire et au Nigeria en finançant des contrats de maintenance, des dépenses en capital et des importations de pétrole et de gaz, garantissant ainsi aux industries un approvisionnement énergétique stable et fiable.

## Les nouvelles zones économiques spéciales au Bénin et au Togo favorisent une meilleure intégration régionale des chaînes de valeur industrielles.



Plateforme industrielle au Togo



## Encadré 2.1 – Raffinerie Dangote et initiative de swap de pétrole brut soutenues par Afreximbank : transformer le secteur énergétique du Nigeria et de l'Afrique

La récente décision du Nigeria de cesser d'importer du carburant raffiné marque une étape importante pour le pays. Elle est directement liée à l'achèvement et à la mise en service de la raffinerie Dangote, dont Afreximbank était le principal prêteur, ainsi qu'à l'approbation et à la mise en œuvre par le gouvernement fédéral d'une opération locale de swap de pétrole brut menée par la Banque.

Le Nigeria est le premier producteur de pétrole d'Afrique et l'un des principaux exportateurs de pétrole au monde. Toutefois, le pays dépense en moyenne 600 millions USD par mois pour importer de l'essence, ce qui représente environ 7,2 milliards USD par an (l'équivalent de 30 à 40 % de ses devises) et implique d'énormes sorties de devises et des effets proportionnels sur la balance des comptes courants. La marge de création de valeur pour répondre à la demande intérieure d'essence, de kérosène, de carburant d'aviation et de diesel, et donc réduire la facture des importations tout en diversifiant les exportations était donc large.

La raffinerie Dangote, reconnue comme la plus grande raffinerie à train unique au monde avec une capacité de traitement

de 650 000 barils de pétrole brut par jour, est venue apporter une solution longtemps attendue aux problèmes de raffinage du Nigeria. Afreximbank a été le principal prêteur dans le cadre du projet. Toutefois, une fois achevée, la raffinerie s'est heurtée à un obstacle majeur, à savoir la nécessité d'assurer un approvisionnement régulier en matières premières. Pour maintenir ses activités, la raffinerie a estimé avoir besoin d'environ 15 cargaisons de brut par mois, ce qui se représente un coût annuel d'approvisionnement en brut d'environ 13,5 milliards USD, sur la base d'une cargaison moyenne de 1 million de barils et d'un prix du pétrole de 75 dollars le baril. La Nigerian National Petroleum Corporation Limited s'est engagée à fournir les cargaisons de pétrole brut mensuellement, mais les paiements devaient obligatoirement être faits en USD. Cette exigence a lourdement pesé sur les liquidités en devises du Nigeria, la raffinerie Dangote devant se procurer d'importantes sommes en dollars des États-Unis sur le marché pour répondre à ses besoins d'approvisionnement. Les sociétés locales de commercialisation de pétrole ont à leur tour eu besoin d'importantes devises étrangères

pour acheter des produits raffinés à la raffinerie. Cette pression sur les liquidités en devises étrangères a créé des problèmes économiques importants au Nigeria, notamment des pressions sur les taux de change et les déséquilibres macroéconomiques qui en résultent.

Afin d'atténuer les pressions sur les taux de change et d'assurer le bon fonctionnement de la raffinerie Dangote, Afreximbank, en plus d'être le principal prêteur de la raffinerie, a lancé une solution innovante impliquant la vente de pétrole brut et l'achat de produits raffinés à la raffinerie en monnaie locale (mécanisme appelé swap de pétrole brut en monnaie locale). Le gouvernement fédéral a approuvé cette initiative, qui a été mise en œuvre avec succès le 1er octobre 2024.

Cette décision a permis de ne plus avoir à importer du carburant raffiné, contribuant ainsi à la stabilité récente des prix à la pompe et des taux de change. Elle devrait également apporter des avantages considérables au pays sur le plan économique et en termes de développement, comme le montre le graphique ci-dessous.

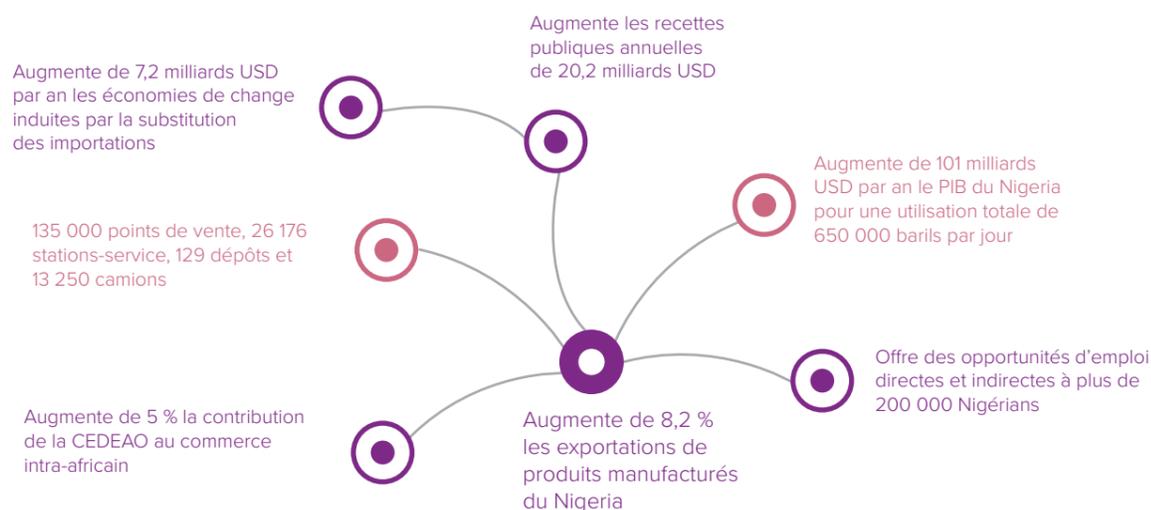
De plus, le projet de jetée pétrolière et de dépôt de stockage de 150 000 m<sup>2</sup> soutenu par Afreximbank à Djibouti est presque terminé. Il devrait améliorer la desserte maritime de la zone franche de développement industriel de Djibouti et renforcer la position du pays en tant que plateforme logistique et de transbordement régionale. Ce projet devrait générer 2,2 milliards USD de recettes publiques au cours des cinq prochaines années.

Dans le même ordre d'idées, la Banque soutient la construction d'un gazoduc de 40 km sur 614 km au Nigeria, qui devrait transporter 99 millions de m<sup>3</sup> par jour de gaz humide déshydraté après traitement, ce qui profitera à 849 PME locales et créera 815 emplois directs supplémentaires. L'accès fiable à l'électricité reste un enjeu pour de nombreux pays africains, et ralentit leur industrialisation. Afreximbank investit activement dans les infrastructures énergétiques pour combler cette lacune. Des promoteurs africains, financés par des banques africaines, construisent ainsi un barrage hydroélectrique (projet de barrage sur le fleuve Rufiji), en Tanzanie. Il s'agit du plus grand projet intra-africain d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction, avec une capacité de production totale d'électricité de 2 115 gigawatts par an et de 6 307 MW par heure. Plus de 1 500 emplois ont été créés à ce jour pendant la phase de construction. Plus de 1 500 emplois ont été créés à ce jour pendant la phase de construction. La centrale favorisera l'accès des Tanzaniens à l'électricité et aura des retombées économiques de grande ampleur dans toute l'Afrique de l'Est.

## La construction d'une jetée pétrolière et d'installations de stockage soutenue par Afreximbank à Djibouti est presque terminée.



## Le projet Julius Nyerere (barrage sur le fleuve Rufiji) touche à sa fin



## Encadré 2.2 – Impact du projet Geometric Power Aba soutenu par Afreximbank au Nigeria

Soixante et onze pour cent des industries nigériennes produisent leur propre électricité (Osakwe, 2017).

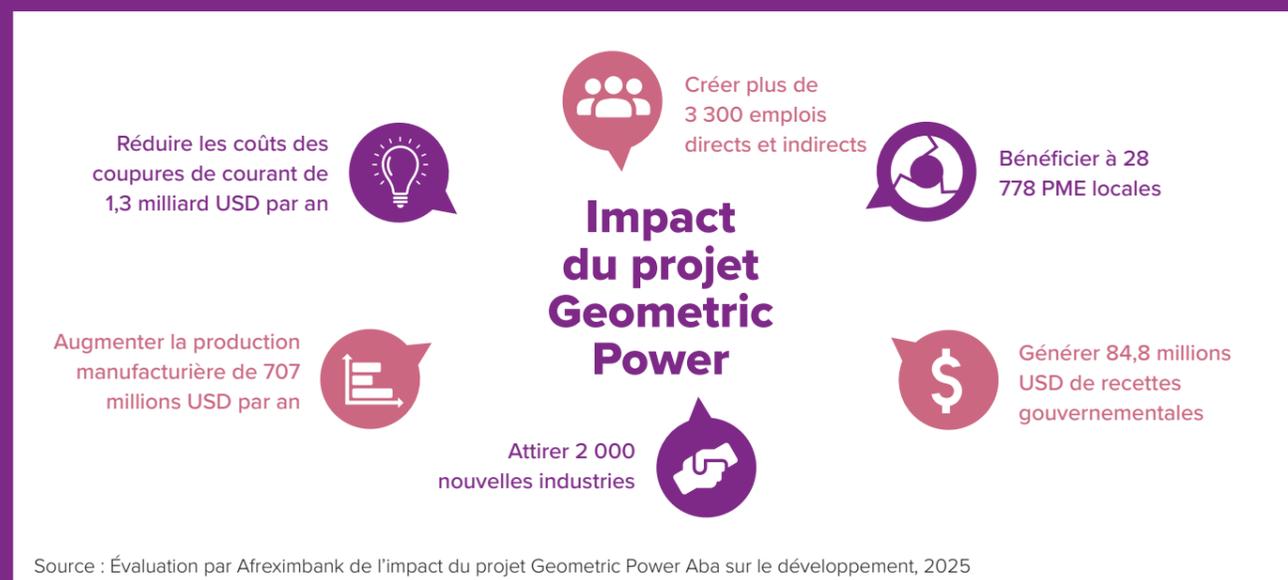
Les données du rapport 2021 de la Banque mondiale sur les progrès énergétiques montrent également que le Nigeria présente le plus grand déficit d'électricité au monde. C'est pourquoi, en 2021, la Banque, agissant en tant qu'investisseur notable, a conclu un contrat de prêt à terme de 50 millions

USD avec Geometric Power Aba pour financer l'achèvement des infrastructures de production et de distribution et le démarrage des opérations liées au projet.

Trois turbines à gaz d'une capacité totale de 141 MW ont été installées et mises en service en février 2024.

Le projet Geometric Power offre des perspectives prometteuses à Aba, hub

industriel de l'État d'Abia comptant parmi les plus grands pôles commerciaux du Nigeria et d'Afrique de l'Ouest. Première société intégrée de production et de distribution d'électricité au Nigeria, Aba a le potentiel de fournir une électricité fiable à un prix abordable 24 heures sur 24. Le projet promet d'avoir d'énormes impacts sociaux et économiques, comme présenté ci-dessous.



Le projet de centrale électrique intégrée de 141 MW à Aba (Nigeria) s'est achevé. Il devrait permettre de réduire de 1,3 milliard USD par an les coûts des coupures d'électricité supportés par les entreprises manufacturières de la métropole et augmenter la production manufacturière de 707 millions USD, soit 8,1 % du PIB de l'État (Encadré 2.2).

Au Cameroun, la Banque soutient la construction d'un parc solaire de 200 panneaux photovoltaïques d'une capacité totale de 15 MW, contribuant ainsi à la diversification des sources d'énergie

du pays. Ce projet devrait augmenter la production d'énergie renouvelable de 1,04 %, créant environ 400 emplois directs en phase de construction et 100 en phase d'exploitation. Des milliers de PME, d'industries et de ménages profiteront eux aussi de la centrale.

La construction et l'installation d'une centrale électrique solaire en Angola devraient permettre de produire 482 000 MW d'énergie propre, fournissant de l'électricité aux industries, aux PME et aux ménages et créant plus de 800 emplois. Au travers d'un crédit

de préparation de projets, la Banque apporte également un soutien technique et financier à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un projet de production de 166 MW d'énergie hydroélectrique et de 46 MW d'énergie solaire en République démocratique du Congo. Ce projet réduira le coût additionnel de l'électricité de 23 %, ce qui rendra le secteur minier du pays beaucoup plus compétitif et permettra d'attirer 420 millions USD d'investissements et de créer 2 000 emplois directs et indirects.



### Soutenir le développement des PME et mettre à l'honneur les industries créatives

Les jeunes et les femmes jouant un rôle prépondérant dans l'économie créative, ce secteur est un moteur crucial de leur émancipation économique. L'initiative Creative Africa Nexus d'Afreximbank (CANEX) vise à combler le déficit de financement des industries créatives africaines en finançant les infrastructures et en renforçant les activités tout au long de la chaîne de valeur créative, notamment dans le sport, le cinéma, la musique, la mode, les arts, l'artisanat, les arts culinaires, etc.

CANEX n'apporte pas seulement des financements, mais soutient également la commercialisation du contenu créatif africain et la protection des droits de propriété intellectuelle par le biais de la société CANEX Creations Incorporated nouvellement créée. Ces efforts visent à accroître la part de l'Afrique dans l'économie créative mondiale, actuellement évaluée à 2 000 milliards USD.

68 auteurs-compositeurs en herbe ont bénéficié du dispositif CANEX Music Factory avec à la clé deux albums CANEX de 12 titres actuellement disponibles sur toutes les principales plateformes de streaming, notamment iTunes et Spotify. 68 auteurs-compositeurs en herbe ont bénéficié du dispositif CANEX Music Factory avec à la clé deux albums CANEX de 12 titres actuellement disponibles sur toutes les principales plateformes de streaming, notamment iTunes et Spotify. Ces plateformes ont enregistré plus de 700 000 streams depuis août 2024.

Cette initiative offre aux jeunes Africains opérant dans les industries créatives une occasion unique de rejoindre la liste croissante des auteurs-compositeurs africains légalement reconnus qui détiennent des droits d'édition sur les chansons qu'ils contribuent à écrire.

Dans le même esprit, en 2024, le programme CANEX a apporté son soutien à 50 créateurs de mode africains représentant 12 pays, mettant en relation des marques africaines avec des acteurs mondiaux de l'univers de la mode lors des Fashion Weeks de Paris, du Japon et de New York, ce qui leur a permis de recevoir des commandes de la France, de l'Allemagne, du Japon, des Émirats arabes unis, du Royaume-Uni et des États-Unis. La Banque a collaboré avec Food Africa à l'offre d'une plateforme qui permette aux entrepreneurs africains de l'alimentation de présenter leurs produits à la Food Africa Expo au Caire. Cette initiative visait à promouvoir les marques alimentaires africaines et à les faire connaître des acheteurs de détail, des grossistes et des investisseurs internationaux.

Lors de cette première édition de CANEX Presents Africa à Food Africa, le salon a accueilli avec succès le tout premier pavillon africain dans lequel étaient représentées dix marques alimentaires africaines.

La salle de signature des contrats CANEX créée lors du week-end CANEX organisé par la Banque en Algérie en 2024 a accueilli 108 exposants et plus de 3 876 représentants et a généré pour plus de 540 millions USD d'opérations dans les domaines du cinéma, de la musique, de la technologie, du sport et des infrastructures.

## Encadré 2.3 – Reine Ablaa – propulse la musique africaine sur le devant de la scène mondiale

Reine Ablaa, artiste ivoirienne novatrice, s'est construit un style afro-house unique qui puise dans ses racines baoulé, mêlant musique et danse. Son talent lui a valu d'être récompensée, notamment par le prix de la Femme de l'année 2023, et d'être retenue pour l'édition 2024 du MASA.

Avant de rejoindre CANEX, elle a cherché à se faire connaître à l'international de manière indépendante, se produisant lors d'événements majeurs tels que le FEMUA. CANEX l'a transformée en lui offrant des stratégies de mentorat, de création de réseau et de développement de l'image de marque qui ont contribué à l'avancement de sa carrière. L'artiste a gagné en visibilité à l'international, noué des collaborations avec des artistes comme le producteur sud-africain Oskido et s'est produite en Égypte et au Nigeria.

Des titres comme Pakinou et Kontrola ont contribué à mieux la faire connaître, et la chanteuse, qui devrait passer sur CNN en 2025, compte désormais de plus en plus d'auditeurs sur Spotify. Ravie du soutien de CANEX, elle est plus que jamais déterminée à représenter la musique africaine sur la scène mondiale.

## Encadré 2.4 – Vanhu Vamwe : Un parcours vers le luxe éthique et la reconnaissance mondiale

Vanhu Vamwe (VV), une marque d'accessoires de luxe de renommée internationale fondée en 2014 par Vanhu Vamwe (VV), une marque d'accessoires de luxe de renommée internationale fondée en 2014 par Pam Samasuwo-Nyawiri et Simba Nyawiri, alliée harmonieusement artisanat traditionnel et innovation moderne. Réputée pour ses sacs à main fabriqués à la main de manière éthique, VV a remporté 15 prix internationaux de la mode, s'imposant comme un leader du design de luxe africain.

2022 a marqué un tournant pour la marque VV qui a alors rejoint le programme CANEX, s'ouvrant ainsi les portes des marchés internationaux et des perspectives de vente au détail de premier plan. Sa présence à la Fashion Week de Paris a attiré des acheteurs de New York, Milan et Dubaï, captivés par le concept unique de la marque : la fabrication artisanale, y compris par d'anciens prisonniers, de sacs à main comme moyen de réhabilitation par la création. Cette histoire d'accessoires de luxe méticuleusement tissés sous un manguier au Zimbabwe a largement résonné, attirant l'attention des médias et stimulant la

demande, avec force publications récentes dans des revues comme Vogue Italia, WWD et bien d'autres.

Grâce au soutien constant de CANEX, VV emploie aujourd'hui 150 femmes (contre 55 en 2022) et trois artistes hommes spécialisés dans la création avec du fil de fer. Les opportunités inestimables de mentorat et de création de réseau offertes par CANEX ont contribué à affiner le business model de la marque qui connaît désormais un succès sans précédent. En 2023, VV a réalisé des ventes inédites grâce aux commandes individuelles obtenues lors du salon Tranoi, partenaire de la Fashion Week de Paris, en septembre 2022 et mars 2023. Le nombre de ventes enregistrées est le plus élevé depuis la création de la marque, en hausse de 72 %, et s'accompagne d'une distribution dans plus de 49 magasins de détail à travers le monde.

VV n'est pas qu'une simple histoire de réussite commerciale. La marque a joué un rôle essentiel dans l'évolution de la perception de l'artisanat africain à l'international.

Grâce à CANEX, la marque a démontré que le « Made in Africa » est non seulement un gage de qualité et d'authenticité, mais aussi une nouvelle référence du luxe éthique sur la scène mondiale. Le Programme d'affacturage d'Afreximbank, développé en 2017, offre une alternative au financement bancaire traditionnel et comble le manque de connaissances et de financement des PME africaines dans la chaîne d'approvisionnement des exportations. Il permet aux entreprises de vendre leurs créances moyennant une réduction afin d'obtenir des liquidités immédiates, offrant ainsi une solution de financement vitale qui gagne du terrain dans toute l'Afrique. Outre son offre de services, un

cadre juridique et réglementaire, des informations, des partenariats stratégiques et un renforcement des capacités, la Banque a également fourni des lignes de crédit, d'affacturage à des sociétés africaines d'affacturage. Le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, le Mali, le Niger, la République du Congo et le Togo font partie des pays qui ont adopté la Loi type d'Afreximbank. La République Démocratique du Congo a modifié sa loi sur les activités bancaires pour inclure l'affacturage en tant que produit bancaire reconnu. En outre, le Programme a organisé 27 séminaires sur l'affacturage dans 13 pays africains. En outre, le Programme a organisé 27 séminaires sur l'affacturage dans 13 pays



africains. La Banque, en partenariat avec Factor International Chain (FCI), a formé avec succès plus de 380 participants inscrits à divers programmes d'e-learning. 49 étudiants ont obtenu un certificat en financement du commerce international et 102 candidats se sont inscrits au programme COTFIA depuis sa création en 2022.

Cette initiative a contribué à l'émergence de plusieurs sociétés d'affacturage au Bénin, au Botswana, au Burkina Faso, au Cap-Vert, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Kenya, au Mali, au Niger, au Nigeria, en République du Congo, au Sénégal, en Tanzanie, au Togo, en Ouganda et au Zimbabwe. Cette initiative a contribué à l'émergence de plusieurs sociétés

d'affacturage au Bénin, au Botswana, au Burkina Faso, au Cap-Vert, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Kenya, au Mali, au Niger, au Nigeria, en République du Congo, au Sénégal, en Tanzanie, au Togo, en Ouganda et au Zimbabwe.

L'Égypte, l'Île Maurice, le Maroc et l'Afrique du Sud (les principaux marchés de l'affacturage) ont vu leurs sociétés d'affacturage enregistrer une croissance remarquable, de 33 % en 2017 à 187 % en 2023. Le montant total des crédits d'affacturage approuvés mis à la disposition des sociétés d'affacturage en Afrique en 2024 s'élève à 38 millions USD. Ils ont bénéficié à des PME du Burkina Faso, du Nigeria, de la République du Congo, de l'Ouganda et du Zimbabwe. La Banque a continué à (i) contribuer au développement d'un environnement juridique et réglementaire favorable à l'affacturage, conduisant à l'adoption d'une loi à cet égard par la République du Bénin ; (ii) fournir des garanties et une assistance technique aux affacteurs émergents et établis ; (iii) former des partenariats stratégiques pour promouvoir le développement de l'affacturage sur le continent ; et (iv) organiser des formations, des événements de renforcement des capacités, des ateliers et des séminaires.

Grâce aux efforts de la Banque et de FCI, cinq entreprises d'Égypte, du Ghana, du Mali et du Zimbabwe ont rejoint cette dernière en 2024.

En 2024, la Banque a également lancé plusieurs initiatives de renforcement des capacités pour soutenir les PME africaines tout au long de la chaîne de valeur des exportations afin de leur permettre d'exporter davantage (Encadré 2.5).

### Un fonds pour le développement des exportations en Afrique

Filiale du Groupe Afreximbank, le Fonds pour le développement des exportations

(FEDA) a pour mission de transformer le secteur des exportations en Afrique grâce à sa plateforme de fonds à impact multi-investissements. Son investissement le plus important de l'année, réalisé dans Arise Integrated Industrial Platforms (Arise IIP), a permis de consolider l'engagement des deux parties à développer des zones industrielles spéciales en Afrique, après avoir déjà créé des zones industrielles au Bénin, au Tchad, au Gabon, au Rwanda et au Togo, et mis en chantier des projets (tous en cours) en Côte d'Ivoire, en République démocratique du Congo, au Malawi, au Nigeria et en République du Congo.

Son investissement le plus important de l'année, réalisé dans Arise Integrated Industrial Platforms (Arise IIP), a permis de consolider l'engagement des deux parties à développer des zones industrielles spéciales en Afrique, après avoir déjà créé des zones industrielles au Bénin, au Tchad, au Gabon, au Rwanda et au Togo, et mis en chantier des projets (tous en cours) en Côte d'Ivoire, en République démocratique du Congo, au Malawi, au Nigeria et en République du Congo. Reconnaissant que la croissance des exportations de biens manufacturés exige des réseaux commerciaux solides, le FEDA s'est associé à Arise IIP et au Secrétariat de la ZLECAf pour lancer l'Africa Trade and Distribution Company.

Cette nouvelle entité servira d'agrégateur central, facilitant la distribution de biens échangeables en Afrique et sur les marchés internationaux. Le FEDA reste déterminé à accroître le nombre d'États membres qui adhèrent à son Accord d'établissement.

En 2024, six nouveaux États membres (le Bénin, l'Égypte, la Gambie, la Guinée-Bissau, le Malawi et le Nigeria) ont signé des accords avec le FEDA, portant le nombre total de signataires de l'accord d'établissement à 20 à la fin décembre 2024.

## Encadré 2.5 – Favoriser la présence des PME africaines dans les chaînes de valeur du commerce transfrontalier

Favoriser la présence des PME africaines dans les chaînes de valeur du commerce transfrontalier Si les PME représentent plus de 90 % des entreprises en Afrique, seulement 7 % d'entre elles sont actuellement présentes sur le marché de la ZLECAf, chiffré à 3 400 milliards USD.

Pour combler cette lacune, Afreximbank a lancé le Programme d'aide au développement des exportations des PME (Export SME Development Programme ou ESDP) qui vise à renforcer les capacités et l'accès au marché des PME. Entre 2023 et 2024, l'ESDP a formé 3 170 PME dans 45 pays, dont sept dans la CARICOM, à travers six accélérateurs et douze ateliers. Le programme se concentre sur des secteurs clés tels que l'agro-industrie, l'industrie manufacturière et la santé, en mettant fortement l'accent sur les entreprises dirigées par des jeunes (69 % des participants de ces deux dernières années étaient des PME dirigées par des jeunes).

## 03 Financement du commerce

Entre 2018 et 2024, huit banques internationales ont annoncé leur départ de 20 pays africains. La Banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank) s'est appuyée sur sa stratégie de soutien à l'acquisition des banques africaines pour investir plus d'un milliard USD en 2023 et 2024 afin d'aider les banques régionales africaines à acquérir les actifs des banques internationales qui se retirent du continent.

Ce chapitre traite des problèmes qui se posent et aux opportunités qui s'offrent au secteur du financement du commerce en Afrique et souligne le rôle de la Banque dans la réduction du déficit de financement du commerce sur le continent. the trade finance gap across the continent.





## Financement du commerce en Afrique : évoluer dans un monde difficile à l'ère de la ZLECAf

Bien que le financement du commerce en Afrique se heurte à d'importants obstacles, les possibilités de combler le déficit de financement et de libérer tout le potentiel commercial du continent restent nombreuses. Avec l'intensification de la mise en œuvre de l'Accord portant création de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf), il devient crucial d'évoluer efficacement dans le monde du financement commercial afin de libérer tout le potentiel commercial de l'Afrique et de stimuler la croissance économique à long terme sur l'ensemble du continent.

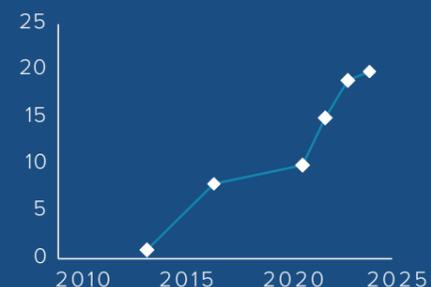
En s'appuyant sur la ZLECAf, en renforçant les institutions financières régionales, en adoptant des solutions numériques et en encourageant les partenariats, l'Afrique peut construire un écosystème de financement du commerce plus résilient, à même de soutenir la croissance économique et l'intégration régionale. Le secteur du financement du commerce de l'Afrique a subi une mutation importante au cours des 30 dernières années. En dépit d'efforts constants, le déficit de

financement du commerce reste un problème majeur, limitant la capacité des entreprises, en particulier des petites et moyennes entreprises (PME), à participer au commerce régional et mondial. Le déficit de financement commercial de l'Afrique est estimé entre 80 et 120 milliards USD par an. Seulement 40 % des demandes de financement commercial des entreprises africaines sont approuvées, contre une moyenne mondiale de 60 à 70 %, selon l'African Trade Report 2020.

Cet écart s'est creusé suite au départ des banques internationales du continent, sous l'effet de réglementations plus strictes et de coûts de conformité plus élevés, dans un contexte d'évolution de la dynamique mondiale et d'incertitudes économiques accrues. Entre 2018 et 2024, huit banques internationales ont annoncé leur départ de 20 pays africains (Figure 3.1 et Tableau 3.1). Ce départ fait courir un risque notable au continent, car il affaiblit les relations commerciales avec les banques correspondantes et rend plus difficile l'accès des banques locales au système de paiement international. En conséquence, les entreprises sont confrontées



## Figure 3.1 – Départ des banques internationales d'Afrique, 2014-2024



## Tableau 3.1 – Nombre cumulé de pays africains touchés par les annonces de départ des banques internationales, 2014-2024

Année	Banque(s)	Nouveaux pays africains touchés	Total cumulé (pays africains)	Nombre total cumulé
2014	Citi Bank	Égypte	Égypte	1
2017	Barclays Plc	Botswana, Ghana, Kenya, Maurice, Seychelles, Tanzanie, Zambie	Égypte, Botswana, Ghana, Kenya, Maurice, Seychelles, Tanzanie, Zambie	8
2021	Atlas Mara	Mozambique, Rwanda, Tanzanie, Botswana, Zambie	Égypte, Botswana, Ghana, Kenya, Maurice, Seychelles, Tanzanie, Zambie, Mozambique, Rwanda	10
2022	Credit Suisse, Standard Chartered	Angola, Cameroun, Gambie, Sierra Leone, Zimbabwe	Égypte, Botswana, Ghana, Kenya, Maurice, Seychelles, Tanzanie, Zambie, Mozambique, Rwanda, Angola, Cameroun, Gambie, Sierra Leone, Zimbabwe	15
2023	Société Générale	Congo, Guinée équatoriale, Mauritanie, Tchad	Égypte, Botswana, Ghana, Kenya, Maurice, Seychelles, Tanzanie, Zambie, Mozambique, Rwanda, Angola, Cameroun, Gambie, Sierra Leone, Zimbabwe, Congo, Guinée équatoriale, Mauritanie, Tchad	19
2024	HSBC, BNP Paribas	South Africa	Égypte, Botswana, Ghana, Kenya, Maurice, Seychelles, Tanzanie, Zambie, Mozambique, Rwanda, Angola, Cameroun, Gambie, Sierra Leone, Zimbabwe, Congo, Guinée équatoriale, Mauritanie, Tchad, Afrique du Sud	20

Source : Figure 3.1 et Tableau 3.1 compilés par Afreximbank à partir de différentes sources.

un accès restreint au commerce et au financement mondiaux, tandis que les perturbations des flux commerciaux transfrontaliers menacent le succès de la ZLECAf et ses efforts pour promouvoir le commerce et l'investissement intra-africains. Afreximbank a joué un rôle crucial dans la résolution du problème du déficit de financement du commerce en collaborant avec des partenaires régionaux et nationaux pour faciliter l'acquisition de banques internationales par des entités africaines. La Banque s'est appuyée sur sa stratégie de soutien à l'acquisition des banques africaines pour investir plus d'un milliard USD en 2023 et 2024 afin d'aider les banques régionales africaines à acquérir les actifs des banques internationales qui se retirent du continent.

Toutefois, malgré ces efforts, le déficit de financement du commerce de l'Afrique continue de se creuser, soulignant la nécessité de nouvelles interventions

stratégiques et d'un soutien financier accru pour renforcer l'écosystème de financement commercial du continent. Forte des enseignements tirés de l'expérience asiatique et sud-américaine en matière de comblement du déficit de financement du commerce résultant du départ des banques internationales, l'Afrique devrait donner la priorité au renforcement de l'assise financière de ses institutions financières multilatérales continentales et régionales, au nombre desquelles figure Afreximbank.

Ces institutions ont été conçues de telle manière qu'elles ont pu mobiliser des capitaux à l'intérieur et à l'extérieur du continent et les déployer pour répondre aux besoins de financement du commerce de l'Afrique. Les cinq premières institutions financières multilatérales régionales et continentales d'Afrique détiennent collectivement un capital de 17 milliards USD (soit 0,7 %

du PIB du continent). Leurs actifs totaux combinés s'élevaient à moins de 90 milliards USD en 2022. À titre comparatif, la Banque brésilienne de développement dispose à elle seule de 23 milliards USD de fonds propres (1,4 % du PIB du Brésil) et d'environ 150 milliards USD d'actifs au total, dépassant le capital et les actifs combinés des cinq premières institutions africaines. De même, la Banque chinoise de développement et China EXIM disposent ensemble d'un capital représentant 1,6 % du PIB de la Chine, et le total de leurs actifs combinés dépasse 3 000 milliards USD.

Ces chiffres soulignent l'importance des ressources financières disponibles dans d'autres régions par rapport à celles de l'Afrique.

Une capitalisation adéquate des institutions financières régionales et continentales renforcera leur capacité

à relever efficacement les défis du financement du commerce de l'Afrique tout en permettant le déploiement à grande échelle de solutions de financement innovantes à l'appui de la mise en œuvre efficace de la ZLECAf.

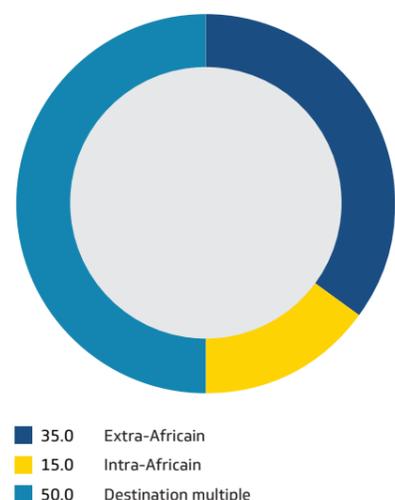
**Contribution de la Banque au financement du commerce en Afrique**  
La Banque contribue à combler les lacunes en termes de financement et de connaissances sur le marché africain du financement du commerce.

En 2024, la Banque a contribué à réduire le déficit de financement commercial en Afrique de 18 % (soit plus que l'objectif annuel de 15 %). La valeur du financement du commerce lié à la Banque et décaissé s'élevait à 17,9 milliards USD, dont 15 % étaient consacrés au commerce intra-africain, 35 % au commerce extra-africain et les 50 % restants au commerce multidirectionnel (schéma 3.2). Sur une base régionale, l'Afrique du Nord a reçu 43 % des décaissements, suivie par l'Afrique de l'Ouest (37 %) (Figure 3.3).

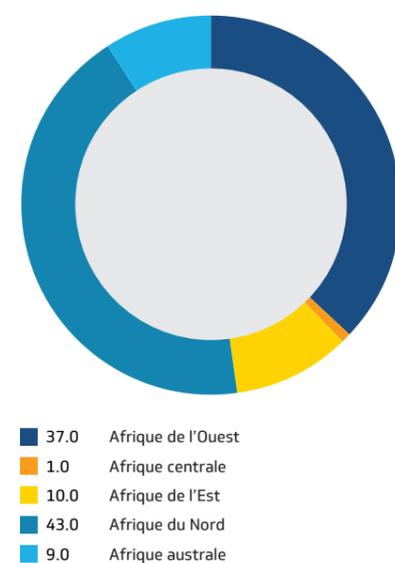
Afreximbank a noué des partenariats stratégiques avec des institutions nationales et internationales pour répondre aux besoins de financement du commerce de ses clients et des pays membres. Afreximbank a noué des partenariats stratégiques avec des institutions nationales et internationales pour répondre aux besoins de financement du commerce de ses clients et des pays membres.

Le Programme de facilitation du commerce d'Afreximbank (AFTRAF) apporte son soutien aux banques et institutions financières africaines confrontées au retrait massif des banques internationales des relations de correspondance bancaire dans le cadre d'une réduction des risques visant à répondre à des exigences réglementaires et de conformité strictes. Dans le cadre

**Figure 3.2 – Décaissements d'Afreximbank liés au financement du commerce en 2024, par type d'orientation commerciale**



**Figure 3.3 – Décaissements d'Afreximbank liés au financement du commerce en 2024, par région**



de l'AFTRAF, Afreximbank propose de nouvelles facilités renouvelables non engagées de financement du commerce à court terme, qui sont utilisées de manière interchangeable pour les principaux produits essentiels, notamment les garanties de confirmation d'opérations commerciales et les lignes de confirmation de lettres de crédit.

En décembre 2024, la Banque avait intégré 533 banques africaines et accordé des lignes de confirmation de lettres de crédit à 256 banques dans 49 États membres. La Banque a en outre accordé 111 lignes de financement du commerce, d'un montant total de 10,4 milliards USD, à 27 pays d'Afrique (principalement aux pays les moins avancés), pour répondre à leurs besoins dans ce domaine.

AfPAY, le Programme de services de paiement de la Banque, a permis à 203 banques (233 si l'on inclut les banques non régionales) et 134 sociétés (222 si l'on inclut les sociétés non régionales) dans 46 États membres (67 si l'on inclut les pays extérieurs à la région) d'accéder à des services de paiement, ce qui a profité à plus de 321 sous-clients.

AfPAY, le Programme de services de paiement de la Banque, a permis à 203 banques (233 si l'on inclut les banques non régionales) et 134 sociétés (222 si l'on inclut les sociétés non régionales) dans 46 États membres (67 si l'on inclut les pays extérieurs à la région) d'accéder à des services de paiement, ce qui a profité à plus de 321 sous-clients. En 2024, la plateforme numérique MANSa a connu un essor de 73,35 % suite à l'intégration de 11 239 entités vérifiées supplémentaires, portant le nombre total d'entités intégrées à 26 561 contre 15 322 profils enregistrés en 2023.

Parmi les entités intégrées figuraient 21 834 PME, 4 367 sociétés et 360 institutions financières, représentant respectivement 82,20 %, 16,44 % et 1,35 % du total des entités intégrées. Parmi les résultats à l'actif de la plateforme MANSa, citons l'offre et l'exécution de services de conseil dans les domaines de la conformité et de la gouvernance, ainsi que l'absence de non-conformité lors de l'audit de surveillance ISO MANSa de première année pour le système de management intégré (couvrant quatre normes : ISO/IEC 27001:2022, ISO 22301:2019, ISO/IEC 20000:2018 et ISO 27701:2023). La plateforme a lancé l'Identifiant d'entité africaine (Africa Entity Identifier) et démontré sa pertinence pour les paiements transfrontaliers en vue de son inclusion dans les amendements à la Recommandation 16 du Groupe d'action financière (GAFI) apportés par le Groupe intergouvernemental d'action financière. Elle a déployé des services gérés, tels que l'évaluation du risque client, le suivi des transactions, le filtrage des transactions et des noms sur la base de listes de sanctions, de personnes politiquement exposées et d'articles de presse défavorables, et a mis en œuvre le Global Legal Entity Identifier Foundation System.

Elle a déployé la première Masterclass MANSa lors du CANEX WKND 2024 à Alger et a participé activement à la présentation de documents dans des forums régionaux et internationaux. Forte des bases solides posées en 2023, première année d'activité d'AfrexInsure, elle a réalisé des progrès significatifs en 2024. La société a déployé ses solutions d'assurance spécialisées auprès d'un nombre croissant de consommateurs dans plusieurs secteurs et régions. La société a déployé ses solutions d'assurance spécialisées auprès d'un nombre croissant

de consommateurs dans plusieurs secteurs et régions. AfrexInsure intensifie à présent ses activités et a déployé des solutions auprès de ses clients dans les secteurs de l'énergie, des mines, de la construction, de l'industrie manufacturière et des services financiers, entre autres, en s'alignant sur le pilier Industrialisation et développement des exportations du Groupe.

AfrexInsure intensifie à présent ses activités et a déployé des solutions auprès de ses clients dans les secteurs de l'énergie, des mines, de la construction, de l'industrie manufacturière et des services financiers, entre autres, en s'alignant sur le pilier Industrialisation et développement des exportations du Groupe. Dans le cadre de son programme de développement visant au maintien des primes sur le continent africain, AfrexInsure a placé plus de 90 % des primes souscrites par l'intermédiaire d'entités panafricaines de (ré)assurance, améliorant ainsi l'accès à des pools de primes d'assurance plus importants. Conformément à ses objectifs d'extension de ses activités et de ses opérations en 2024, AfrexInsure a étendu ses partenariats à d'autres porteurs de risques et courtiers, améliorant ainsi la prestation de ses services et facilitant la pénétration de l'assurance spécialisée sur le continent et dans les Caraïbes.

Conformément à ses objectifs d'extension de ses activités et de ses opérations en 2024, AfrexInsure a étendu ses partenariats à d'autres porteurs de risques et courtiers, améliorant ainsi la prestation de ses services et facilitant la pénétration de l'assurance spécialisée sur le continent et dans les Caraïbes.



## 04 l'Impact sur le Développement du Commerce

Il est essentiel de mesurer les résultats d'Afreximbank en matière de développement pour comprendre dans quelle mesure sa stratégie fonctionne. La Banque utilise son outil d'Évaluation de l'Impact sur le Développement du Commerce (TDIA) pour renforcer son processus d'évaluation et améliorer sa capacité à surveiller et à rendre compte des résultats réellement obtenus en matière de développement en vue de la réalisation de ses objectifs stratégiques de développement.

Ce chapitre résume les progrès et les principales réalisations de la Banque en matière d'amélioration de l'impact du développement du commerce en Afrique.



Dans un contexte d'incertitudes économiques mondiales croissantes et de ressources de développement limitées, le cadre d'évaluation TDIA d'Afreximbank aide la Banque à utiliser ses ressources plus efficacement et à mieux suivre ses résultats pour un impact plus important.

La Banque utilise son outil de notation TDIA pour évaluer les transactions potentielles en fonction des résultats attendus en matière de développement commercial avant de prendre des décisions d'investissement. Ce faisant, elle sélectionne les crédits en tenant compte de leur impact sur le développement et fait en sorte que les contrats ayant le plus d'impact soient pris en considération pour approbation lors de la phase de pré-évaluation. Son système de suivi permet de suivre les progrès réalisés et fait appel à différentes méthodes d'évaluation pour apprécier l'impact des interventions après leur mise en œuvre.

#### Principales réalisations en 2024

En 2024, Afreximbank a réalisé 163 évaluations ex ante, deux évaluations ex post (une évaluation de projet et une évaluation de programme) et rédigé sept rapports de suivi des progrès pour ses partenaires de financement du développement (Encadrés 4.1 et 4.2). La Banque continuera de renforcer sa capacité d'évaluation de l'impact sur le développement afin de mesurer ses performances par rapport aux résultats en matière de développement et d'utiliser ces informations pour améliorer la conception des futurs dispositifs de crédit afin d'en accroître plus encore l'impact.

La Banque a poursuivi la mise en œuvre d'initiatives visant à renforcer son cadre environnemental, social et de gouvernance (ESG), notamment des mesures de sauvegarde institutionnelles et opérationnelles afin de promouvoir l'approche équilibrée de la Banque en matière de préservation de l'environnement tout en optimisant les ressources naturelles de l'Afrique à des fins de développement.

Au cours de la période de référence, la Banque a achevé l'élaboration de son cadre de communication et d'information ESG. Ce cadre est conçu pour fournir une approche structurée en matière de communication des activités ESG de la Banque à l'intention de ses parties prenantes internes et externes.

La Banque a également continué à renforcer ses capacités internes en matière d'ESG en organisant des ateliers et des webinaires en plus de son programme annuel de sensibilisation aux risques. Le Comité ESG de la Banque supervise un processus rigoureux de filtrage des transactions qui catégorise et suit les projets en fonction de leurs niveaux de risque. Dans le cadre de l'exigence de protection ESG de la Banque, elle met en œuvre des mesures de contrôle standard, y compris des initiatives et des accords de suivi, afin de s'assurer de la conformité de ses projets avec les principes ESG définis et de l'atténuation des risques associés.



## Encadré 4.1 – Évaluation de l'impact du projet de Geometric Power Aba au Nigeria sur le développement

### Principales constatations

**Pertinence** – Les objectifs et les résultats du projet se sont globalement révélés conformes à la stratégie de développement de l'État d'Abia et du gouvernement du Nigeria et aux plans stratégiques de Geometric Power (GP), ainsi qu'au pilier stratégique d'industrialisation et de développement des exportations d'Afreximbank. Les objectifs et les résultats du projet se sont globalement révélés conformes à la stratégie de développement de l'État d'Abia et du gouvernement du Nigeria et aux plans stratégiques de Geometric Power (GP), ainsi qu'au pilier stratégique d'industrialisation et de développement des exportations d'Afreximbank. Ainsi, l'aide de la Banque à GP est considérée comme très pertinente compte tenu des besoins globaux de développement du pays et du développement institutionnel de GP ainsi que des objectifs de développement de la Banque.

**Efficacité** – À quelques exceptions près, le projet de production d'électricité achevé a atteint les objectifs escomptés et immédiats : amélioration de la capacité de production d'électricité, modernisation de l'infrastructure de transport et amélioration de l'efficacité et de la fiabilité de la distribution, avec des retombées économiques et sociales importantes attendues. Si le projet encourage une plus grande utilisation des ressources énergétiques locales, la réalisation du développement socio-économique anticipé repose sur le fonctionnement de GPAL à pleine capacité, qui dépend de la disponibilité du gaz. Le projet de production d'électricité a amélioré la situation en termes d'alimentation en électricité à Aba ; les usines ne bénéficient toutefois toujours pas d'une puissance électrique suffisante pour fonctionner à pleine capacité en raison d'une alimentation en gaz insuffisante de la centrale. Chaque turbine à gaz a besoin de 283 000 m<sup>3</sup> de gaz par jour pour être pleinement opérationnelle.

Par conséquent, pour que les 141 MW de capacité déjà construite puissent fournir de l'électricité chaque jour (ou que les trois turbines à gaz achevées soient pleinement utilisées), 850 000 m<sup>3</sup> de gaz par jour seraient nécessaires. Entre février et mai 2024, l'approvisionnement en gaz réel moyen par jour était de 92 000 m<sup>3</sup> par jour, ce qui signifie qu'aucune des trois turbines construites n'a été entièrement utilisée en raison d'un approvisionnement en gaz insuffisant. Cela dit, dans l'ensemble, le projet s'est avéré efficace et a permis d'améliorer l'accès à l'électricité des bénéficiaires.

**Efficience** – Par définition, tous les projets devaient produire un résultat prévu et être mis en œuvre dans un délai raisonnable à un coût raisonnable. Néanmoins, le projet de centrale intégrée d'Aba a rencontré de multiples difficultés qui ont retardé son achèvement et entraîné des surcoûts. Afreximbank est intervenue pour aider à restructurer la dette et mener à bien le projet. En outre, APL Electric Company Limited, structure de distribution ad hoc, a lancé un programme de dotation en équipement de masse pour s'assurer que tous les utilisateurs d'électricité disposent de compteurs prépayés, dans le but d'améliorer le paiement des factures en temps voulu et la confiance des clients. Malgré cette initiative, la majorité des usagers ne disposent toujours pas de volumes suffisants du fait des coûts importants induits.

**Durabilité** – Le soutien d'Afreximbank est un gage de pérennité du projet de centrale électrique d'Aba dans la mesure où la Banque contribue à la résolution des problèmes financiers et facilite la réalisation du projet. Le soutien d'Afreximbank est un gage de pérennité du projet de centrale électrique d'Aba dans la mesure où la Banque contribue à la résolution des problèmes financiers et facilite la réalisation du projet. L'implication de la Banque dans la restructuration de la dette et la levée de capitaux souligne son engagement en faveur d'investissements

à long terme dans des projets essentiels d'infrastructures propices au commerce qui favorisent la croissance économique et le développement durables en Afrique. Les récentes mesures gouvernementales visant à augmenter les tarifs de l'électricité vont permettre à GP d'accroître ses investissements, d'étendre ses activités actuelles et de faire en sorte que le projet ait l'impact prévu sur le développement, garantissant ainsi sa pérennité.

### Principales leçons

1. Le projet de centrale intégrée d'Aba, au financement duquel participe Afreximbank, apporte non seulement une réponse aux difficultés énergétiques du Nigeria, mais ouvre également d'importantes perspectives de croissance économique, de création d'emplois et de développement sectoriel. Le projet de centrale intégrée d'Aba, au financement duquel participe Afreximbank, apporte non seulement une réponse aux difficultés énergétiques du Nigeria, mais ouvre également d'importantes perspectives de croissance économique, de création d'emplois et de développement sectoriel.
2. Ce projet constitue une initiative clé dans la région, illustrant le rôle de la Banque dans la promotion du développement d'infrastructures ayant vocation à faciliter le commerce et la transformation économique par le biais d'investissements stratégiques. La centrale est stratégiquement située dans le pôle industriel du sud-est du Nigeria. Aba est un pôle commercial réputé, où exercent des milliers de petites et moyennes entreprises (PME) et de fabricants de produits industriels fabriqués au Nigeria. La présence de la centrale électrique Geometric dans la ville d'Enyimba (également financée par Afreximbank) et les avantages associés soulignent l'impact potentiel du projet sur le développement.

## Encadré 4.1 – Évaluation de l'impact du projet de Geometric Power Aba au Nigeria sur le développement (Suite)

3. Elle renforce également l'alignement étroit entre les interventions d'Afreximbank et ses objectifs en matière de commerce et de développement. Le projet souligne l'importance des partenariats public-privé dans la lutte contre la crise énergétique au Nigeria. Il a obtenu le soutien du gouvernement fédéral du Nigeria par le biais d'un contrat de cession et de concession, ainsi que d'investisseurs privés tels qu'Afreximbank et de banques locales.
4. Il souligne également le rôle crucial du secteur privé dans la promotion du recours à l'innovation et à la technologie pour résoudre les problèmes auxquels est confronté le secteur de l'électricité. L'existence de lacunes dans la chaîne de valeur de l'approvisionnement en

énergie pourrait être due à un manque d'infrastructures ou à des services médiocres, voire aux deux. Pour assurer le succès d'un projet intégré de mise en place d'infrastructures de production et de distribution d'électricité, il faut tenir compte de plusieurs facteurs.

5. Il convient notamment de conclure les accords nécessaires avec les fournisseurs de gaz, les consommateurs finaux et les sociétés de distribution, de veiller à ce que les clients disposent de compteurs et de régler les questions tarifaires afin de maintenir un juste équilibre entre le coût marginal et la fixation de prix abordables pour les consommateurs.

6. Le projet de centrale intégrée d'Aba peut servir de modèle dans un contexte de développement du secteur africain de la fourniture d'électricité dans la mesure où il offre un modèle qui pourra être réutilisé pour dessiner les futures orientations stratégiques et opérationnelles de l'aide de la Banque au secteur de l'énergie. Les résultats du présent rapport d'évaluation fournissent des informations précieuses pour la planification des activités à moyen et long terme pour le client.

## Encadré 4.2 – Le rapport sera en outre une aide utile à l'élaboration efficace par la Banque de projets énergétiques et servira de base à un suivi et une évaluation continus.

Export Trading Group (ETG) est l'un des véhicules phares de l'aide au développement de la Banque dans le cadre de son pilier « Commerce intra-africain ». Conformément au cadre TDIA de la Banque, ce rapport de suivi vise à évaluer l'impact réel des facilités décaissées par la Banque en faveur d'ETG entre 2018 et 2022 par rapport à celui attendu par le client, tel que formulé au moment de la demande de facilité à l'étape d'évaluation préalable, en identifiant les écarts entre le réel et l'escompté et les raisons de cette divergence et en déterminant comment améliorer l'impact des fonds alloués au Groupe et comment un impact plus marqué peut être obtenu au cours de la période d'accompagnement en cours. Les enseignements tirés peuvent également contribuer à une meilleure conception des projets dans le secteur agricole/agro-transformation tout en renforçant la formulation de la stratégie.

### Principales constatations

Dans l'ensemble, le rendement des investissements réalisés par la Banque dans ETG au cours de la période 2018-2022 a atteint 83 % de la note TDIA, ce qui correspond à un score « à fort impact ». Cette performance est portée par la présence croissante du Groupe sur l'ensemble du continent dans le domaine de la facilitation du commerce et de la promotion de la sécurité alimentaire en Afrique, dans le développement d'infrastructures ayant vocation à faciliter le commerce et le soutien aux agriculteurs/PME par le biais de ses différentes interventions impactantes et durables.

Dans un contexte d'incertitudes géopolitiques et économiques croissantes, les banques commerciales mondiales ont une tolérance limitée au risque inhérent au soutien dont ETG a besoin. Bien que l'Afrique offre des opportunités et un potentiel de croissance considérables, les

banques commerciales mondiales n'en ont pas souvent conscience. Ainsi, le soutien d'Afreximbank joue-t-il un rôle crucial dans la réalisation des objectifs de croissance d'ETG en Afrique.

En accroissant la part du commerce intra-africain dans son activité et en augmentant sa capacité de transformation pour ne pas simplement répondre aux besoins de consommation locale mais exporter, le Groupe pourrait améliorer ses performances et avoir un impact plus important au cours de la période à venir. La décision de renouveler le crédit accordé par la Banque au Groupe doit se fonder sur la réalisation de ces objectifs.

### Principales leçons

1. L'investissement d'Afreximbank auprès d'ETG a aidé le Groupe à accroître sa présence sur l'ensemble du continent en facilitant le commerce africain et en soutenant les agriculteurs/PME par le biais de diverses interventions efficaces et durables, sous forme notamment de services d'agronomie et d'établissement de liens entre les marchés et les agriculteurs et acheteurs. Cela prouve concrètement que la stratégie ETC d'Afreximbank porte ses fruits.
2. La stratégie opérationnelle du Groupe, qui s'articule notamment autour d'une désintermédiation et d'une diversification en termes de présence géographique, de produits et de fonctionnalités, ainsi qu'autour des économies d'échelle dont il bénéficie, sont quelques-uns des facteurs qui contribuent à son impact positif. ETG dispose d'un vaste réseau d'infrastructures d'origine et de distribution stratégiquement situées sur ou à proximité de ses marchés finaux. Grâce à ce réseau, ETG peut accéder à de nouveaux marchés où trouver des matières premières et proposer ses biens et services. Grâce au Groupe, les acteurs en aval du secteur

agroalimentaire et alimentaire ont désormais de nombreuses possibilités de s'approvisionner plus efficacement en intrants intermédiaires en Afrique.

3. Si ETG offre aux petits exploitants agricoles un accès au marché et s'assure qu'ils soient rémunérés en échange de leurs produits, il s'avère, preuves à l'appui, que la plupart des produits agricoles produits par les agriculteurs sont toujours exportés en dehors de l'Afrique en tant que produits de base. Il y a donc un équilibre délicat à atteindre entre la réalisation de l'objectif à court terme de soutien aux agriculteurs et de l'objectif à long terme de promotion de l'industrialisation et du développement durable des exportations.
4. Si l'on se base sur les deux approches adoptées par ETG, on peut en conclure qu'il n'existe pas d'approche universelle ; le choix de l'approche dépend plutôt de ce qui fonctionne bien pour un pays donné. Si l'approche coopérative a fonctionné en Côte d'Ivoire en raison de la structure de gouvernance solide du pays, une approche différente (dépôts) a été suivie en Zambie en raison de la faiblesse des coopératives agricoles.
5. Les producteurs africains sont limités par le manque d'infrastructures de transport, qui nuit à la capacité des producteurs et des entreprises à atteindre des marchés plus larges. Le manque de navires commence à poser problème, la guerre en Ukraine complexifiant la situation (dernièrement, conflit en mer Rouge). Ces incidents ont entraîné une hausse des coûts du transport et des pénuries de conteneurs, et donc une flambée des coûts, des retards d'expédition et de réception du produit des exportations, et un allongement du cycle de trésorerie.





**African Export-Import Bank  
Banque Africaine d'Import-Export**

**Headquarters  
(Cairo, Egypt)**

72B El-Maahad El-Eshteraky Street  
Roxy, Heliopolis, Cairo 11341, Egypt  
info@afreximbank.com  
T +(202) 2456 4100/1/2/3/4

**West Africa Branch Office / Anglophone  
(Abuja, Nigeria)**

Afreximbank African Trade Centre  
Plot 1573, off Ralph Shodeinde Street,  
Central Business District, Abuja 900001  
P.M.B 601, Garki 2, Abuja, Nigeria  
abuja@afreximbank.com  
T: +(234) 9 460 3160

**West Africa Branch Office / Francophone  
(Abidjan, Cote d'Ivoire)**

3ème Etage, Immeuble CRRAE-UMOA,  
Angle Boulevard Botreau Roussel –  
Rue Privée CRRAE-UMOA Abidjan,  
Côte d'Ivoire  
abidjan@afreximbank.com  
T +(225) 2030 7300

**Southern Africa Branch Office  
(Harare, Zimbabwe)**

Eastgate Building, 3rd Floor  
(North Wing), Sam Nujoma Street  
Harare, Zimbabwe  
P.O. Box CY 1600  
Causeway, Harare, Zimbabwe  
harare@afreximbank.com  
T +(263) 4 700 904 / 941

**East Africa Branch Office  
(Kampala, Uganda)**

Rwenzori Towers, 3rd Floor,  
Wing A, Plot 6 Nakasero  
P.O. Box 28412  
Kampala, Uganda  
kampala@afreximbank.com  
T +(256) 417 892 700  
+(256) 312 423 700

**Central Africa Branch Office  
(Yaounde, Cameroon)**

National Social Insurance Fund  
(NSIF)/CNPS New Building,  
5th & 6th Floor Hippodrome,  
Charles de Gaulle Avenue  
P.O. Box 405 Yaoundé, Cameroon  
yaoundebranch@afreximbank.com  
T: +237 680 88 69 46

**Caribbean Office  
(Bridgetown, Barbados)**

Trident Insurance Financial center  
Hastings, Christ Church, Highway 7,  
Bridgetown, Barbados BB5156  
CaribbeanOffice@afreximbank.com  
T +1 246 629 2342

978-92-95097-67-4



Transforming Africa's Trade  
afreximbank.com

